

# MEMORIAL

Journal Officiel  
du Grand-Duché de  
Luxembourg



# MEMORIAL

Amtsblatt  
des Großherzogtums  
Luxemburg

## RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1244

27 avril 2016

### SOMMAIRE

8CS Holdings S.à r.l. ....	59667	Refractory Furnishing and Engineering S.A. .....	59667
Africa Queen S.A. ....	59669	Restaurant Pizzeria Astoria .....	59670
BPL Holdco S.à r.l. ....	59694	RHG S.A. ....	59668
CCHL Connect Managed Services S.à r.l. ...	59712	RHG S.A. ....	59668
CCHL Connect Managed Services S.à r.l. ...	59712	Ride Fast Motorsports S.A. ....	59668
Colonnade Finance S.à r.l. ....	59696	Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l. ....	59670
Danske Bank International S.A. ....	59711	Rosebud Hôtels Holding S.A. ....	59670
Equal Overseas Investments S.à r.l. ....	59712	Société d'Investissement Porte de l'Etoile ...	59669
Euro Immo Invest & Conseil S.A. ....	59670	Sofinart S.A. ....	59669
European Retail Income Venture II Feeder S.C.A. ....	59699	Solutions Marketing Services S.A. ....	59668
Ever Capital S.à r.l. ....	59712	Spes S.à r.l. ....	59666
Fedelia-Immo S.à r.l. ....	59707	Stratton III S.à r.l. ....	59666
Gonlux .....	59704	Symphonia S.à r.l. ....	59668
Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l. ....	59684	Top Gemacht S.à r.l. ....	59666
LBREP II IHG S.à r.l. ....	59709	Trade and Properties S.A. ....	59666
LYNX CG LIMITED .....	59671	Treveria K S.à r.l. ....	59669
LYNX CG SICAV SIF .....	59671	Tule S.à r.l. ....	59669
NREP NSF Investments S.à r.l. ....	59670	Twincorp S.à r.l. ....	59666
PFCE Middle Holdco S.à r.l. ....	59667	Unlimited Company S.A. ....	59668
QFIB Healthcare 2 S.à r.l. ....	59711	WPP Luxembourg Germany Holdings 2 S.à r.l. .....	59702
Recovery Opportunities S.à r.l. ....	59670	Z Marine International S.à r.l. ....	59667
Refractory Furnishing and Engineering S.A. .....	59667		

**Top Gemacht S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-6463 Echternach, 2A, rue Maximilien.  
R.C.S. Luxembourg B 188.725.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Echternach, le 15 mars 2016.

Signature.

Référence de publication: 2016080526/10.

(160046290) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Trade and Properties S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.  
R.C.S. Luxembourg B 90.537.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016080528/10.

(160046252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Twincorp S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.  
R.C.S. Luxembourg B 174.346.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016080533/10.

(160046347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Spes S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.  
R.C.S. Luxembourg B 75.275.

Les comptes annuels au 31 mai 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SPES S.à r.l.

Signatures

Gérant / Gérant

Référence de publication: 2016080490/12.

(160045845) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**Stratton III S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 92.540,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 19, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 107.841.

Les comptes annuels au 30 septembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Extrait sincère et conforme

STRATTON III S.à r.l.

Signature

Référence de publication: 2016080497/12.

(160046246) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

**RFE S.A., Refractory Furnishing and Engineering S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 54.135.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080412/9.  
(160045953) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**RFE S.A., Refractory Furnishing and Engineering S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 20, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 54.135.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080413/9.  
(160045954) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**PFCE Middle Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 2.311.000,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 26-28, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 96.469.

Les comptes consolidés de CBRE Property Fund Central and Eastern Europe au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 15 mars 2016.  
*Pour la société*  
*Un mandataire*  
Référence de publication: 2016080385/13.  
(160045834) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**8CS Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6, route de Trèves.  
R.C.S. Luxembourg B 148.710.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 14 Mars 2016.  
8CS Holdings S.à r.l.  
Mark J. Doherty / Jean-Christophe Ehlinger  
*Gérant / Gérant*  
Référence de publication: 2016080586/13.  
(160046165) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Z Marine International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 171.653.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Luxembourg, le 16 mars 2016.  
Référence de publication: 2016080581/10.  
(160046470) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**RHG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 132.942.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080416/9.  
(160046443) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Symphonia S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: GBP 15.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 184.663.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080446/9.  
(160045761) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Ride Fast Motorsports S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.  
R.C.S. Luxembourg B 177.595.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080419/9.  
(160046254) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**RHG S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.  
R.C.S. Luxembourg B 132.942.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080417/9.  
(160046444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Solutions Marketing Services S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-3313 Bergem, 76, Grand Rue.  
R.C.S. Luxembourg B 184.691.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080488/9.  
(160046253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Unlimited Company S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-4993 Sanem, 7, Cité Schmiedenacht.  
R.C.S. Luxembourg B 80.648.

—  
Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016080539/9.  
(160045982) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Sofinart S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2121 Luxembourg, 231, Val des Bons-Malades.  
R.C.S. Luxembourg B 101.230.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 février 2016.  
SG AUDIT SARL

Référence de publication: 2016080483/11.

(160046416) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Tule S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.  
R.C.S. Luxembourg B 185.458.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour Tule S.à r.l.  
Un Mandataire*

Référence de publication: 2016080517/11.

(160046198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Treveria K S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 250.000,00.**

Siège social: L-2522 Luxembourg, 6, rue Guillaume Schneider.  
R.C.S. Luxembourg B 130.448.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080515/10.

(160046289) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Société d'Investissement Porte de l'Etoile, Société Anonyme.**

Siège social: L-1724 Luxembourg, 29, boulevard du Prince Henri.  
R.C.S. Luxembourg B 34.824.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 16 mars 2016.

Référence de publication: 2016080481/10.

(160046612) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 mars 2016.

---

**Africa Queen S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2450 Luxembourg, 15, boulevard Roosevelt.  
R.C.S. Luxembourg B 118.455.

Les comptes annuels au 31.12.2011 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 9 mars 2016.  
FIDUCIAIRE FERNAND FABER  
Signature

Référence de publication: 2016083294/12.

(160042727) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2016.

---

**Rosebud Hôtels Holding S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1114 Luxembourg, 3, rue Nicolas Adames.  
R.C.S. Luxembourg B 73.951.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078915/9.  
(160044585) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**Euro Immo Invest & Conseil S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.  
R.C.S. Luxembourg B 45.694.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078558/9.  
(160043580) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**NREP NSF Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.  
R.C.S. Luxembourg B 190.503.

Les comptes au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078816/9.  
(160043647) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**Recovery Opportunities S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 156.345,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 2-4, rue Eugène Ruppert.  
R.C.S. Luxembourg B 188.399.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078881/9.  
(160044435) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**Restaurant Pizzeria Astoria, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3631 Kayl, 17-19, route de Dudelange.  
R.C.S. Luxembourg B 38.128.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078908/9.  
(160043736) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**Ristorante Pizzeria L'Aquila S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-8313 Capellen, 1A, rue Basse.  
R.C.S. Luxembourg B 46.418.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.  
Référence de publication: 2016078910/9.  
(160043737) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

**LYNX CG SICAV SIF, Société Anonyme sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé,  
(anc. LYNX CG LIMITED).**

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1B, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 205.528.

—  
STATUTES

In the year two thousand and sixteen, on the twelfth day of April.

Before Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of LYNX CG LIMITED, a private mutual fund regulated with the British Virgin Islands Financial Services Commission in the form of a company limited by shares, having its registered office in Road Town, Tortola, British Virgin Islands, incorporated on 17 December 1996, registered with the Register of Companies of the British Virgin Islands under company number 209684, herein referred to as the “Company”.

The Meeting is opened under the chairmanship of Mr Bertrand GOURDAIN, employee, with professional address in Luxembourg.

The Chairman appoints as secretary and the Meeting elects as scrutineer Mr Patrick VAN HEES, lawyer, with professional address in Luxembourg.

The board of the meeting having thus been constituted, the Chairman declares and requests the notary to state that:

I. The shareholders present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of the shares held by each of them are shown on an attendance list which, signed *ne varietur* by the shareholders or their proxies, by the board of the meeting and by the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies of the represented shareholders, signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will also remain annexed to the present deed.

II. All the shares are in nominative form.

III. It appears from said attendance list that all the shares representing the whole subscribed capital are represented at the meeting, which may validly deliberate on all the items of the agenda of which the shareholders have been duly informed before this meeting.

IV. The agenda is the following:

1. Transfer of the registered office of the Company to the Grand Duchy of Luxembourg,
2. Change of the legal form of the Company into a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a public limited liability company (société anonyme) subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended and the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended,
3. Change the name of the Company into “LYNX CG SICAV SIF”,
4. Restatement of the articles of incorporation of the Company,
5. Appointment of Mr. Wedig von GAUDECKER as director of the Company,
6. Appointment of MAZARS LUXEMBOURG as auditor of the Company,
7. Miscellaneous.

V. The Company has already decided to transfer the registered office of the Company to Luxembourg by director's resolutions in accordance with the law of the British Virgin Islands, the present General Meeting being called upon to vote and approve for a second time the transfer of the registered office from Tortola, British Virgin Islands to Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, and to authenticate said resolutions in accordance with the requirements of Luxembourg law.

Charge was also given to the present General Meeting to effect the amendments mentioned below and those required in order to bring the articles of incorporation into accordance with the requirements of Luxembourg law.

The General Meeting, after having duly acknowledged the statements made by the Chairman and after having duly considered all the items of the agenda as well as the documents above-mentioned, has then taken unanimously the following resolutions:

*First resolution*

The Meeting decides to confirm and to ratify the decisions taken in Tortola to transfer the registered office of the Company from Road Town, Tortola, British Virgin Islands to 1b, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and to adopt the Luxembourg nationality in accordance with the provisions of Luxembourg law and the rules concerning juridical-person status, the Company being maintained without break in continuity and without the creation of a new legal entity. The Company shall therefore be as of today and henceforth exclusively governed by Luxembourg law.

### *Second resolution*

The Meeting decides to adopt the legal form of a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a public limited liability company (société anonyme) subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended and the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

The change of legal form is made on basis of a balance sheet as at 31 March 2016.

The Meeting records and accepts the description and substance of the assets and liabilities of the Company as results from the balance sheet as at 31 March 2016.

The Meeting decides that said balance sheet will correspond to the opening balance sheet of the Luxembourg Company.

### *Report of the Independent Auditor*

The balance sheet mentioned above has been subject of a report drawn up by MAZARS LUXEMBOURG, Réviseurs d'Entreprises, société anonyme with registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under section B number 159962, signed by Mr Frédéric MOSELLE, réviseur d'entreprises agréé, which contains the following conclusion:

“Based on our review, nothing has come to our attention that causes us to believe that the financial information as at March 31, 2016, is not prepared, in all material respects, in accordance with generally accepted accounting principles in Luxembourg and that the entity does not meet the minimum capital requirement of:

- EUR 31'000 as required by the Article 26/(1)2) of the amended la datewd August 10, 1915 on commercial companies and;

- EUR 1'250'000 as required by Article 27 of the amended law date February 13, 2007 on Specialised Investment Fund. Luxembourg, April 11, 2016.”

Said report after having been signed ne varietur by the shareholders or their proxies, by the board of the meeting and by the undersigned notary will remain annexed to the present deed for the purpose of registration.

### *Third resolution*

The Meeting decides to change the name of the Company into “LYNX CG SICAV SIF”.

### *Fourth resolution*

As a consequence of the foregoing resolutions, the Meeting decides to proceed to a complete restatement of the articles of incorporation, in accordance with Luxembourg law, in order to read as follows:

#### **Art. 1. Form and name.**

1.1 There exists a société d'investissement à capital variable - fonds d'investissement spécialisé in the form of a public limited liability company (société anonyme) under the name of LYNX CG SICAV SIF” (the “Company”).

#### **Art. 2. Registered office.**

2.1 The registered office of the Company is established in Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Luxembourg by a resolution of the board of directors of the Company (the Board).

2.2 The Board shall further have the right to set up branches, offices, administrative centers and agencies wherever it shall deem fit, either within or outside of the Grand Duchy of Luxembourg.

2.3 Where the Board determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a company incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg. Such measures will be notified to any interested parties by the Board.

#### **Art. 3. Duration.**

3.1 The Company is formed for an unlimited duration.

3.2 The Company may be dissolved, at any time, by a resolution of the General Meeting of the Shareholders of the Company (the General Meeting) adopted in the manner required for amendments of the Articles, as prescribed in article 26.

#### **Art. 4. Corporate objects.**

4.1 The exclusive object of the Company is to place the funds available to it in transferable securities of any kind and other permitted assets with the purpose of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its portfolio.

4.2 The Company is subject to the provisions of the law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended (the “Law of 2007”), the law of 10 August 1915 on commercial companies, as it may be amended from time



to time (the “Companies Law”) and the provisions of the law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “Law of 2013”) and may take any measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purpose to the full extent permitted by the Law of 2007 and the Law of 2013.

#### **Art. 5. Share capital.**

5.1 The capital of the Company shall be represented by fully paid up shares of no par value and shall at any time be equal to the value of the net assets of the Company pursuant to article 12.

5.2 The minimum capital of the Company shall be the minimum capital required by the Law of 2007 and must be reached within twelve months after the date on which the Company has been authorised as a specialised investment fund under the Law of 2007.

5.3 The Board may, at any time, decide to issue one or more classes of shares (the Classes, each class of shares being a Class) the assets of which will be commonly invested but subject to different rights as described in the Offering Document, to the extent authorised under the Law of 2007 and the Companies Law, including, without limitation different:

- (a) type of target investors;
- (b) fees and expenses structures;
- (c) subscription and/or redemption procedures;
- (d) minimum investment and/or subsequent holding requirements;
- (e) distribution rights and policy, and the Board may in particular, decide that shares pertaining to one or more Class (es) be entitled to receive incentive remuneration scheme in the form of carried interest or to receive preferred returns;
- (f) marketing targets;
- (g) transfer restrictions;
- (h) director's appointment rights (as further described under article 14 hereof);
- (i) reference currencies.

5.4 A separate net asset value per share, which may differ as a consequence of these variable factors, will be calculated for each Class in the manner described in article 12.

5.5 For the purpose of determining the capital of the Company, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in Euro, be converted into Euro. The capital of the Company equals the total of the net assets of all the Classes.

#### **Art. 6. Shares.**

6.1 The shares of the Company shall be in registered form (actions nominatives) and will remain in registered form.

6.2 A register of shares will be kept at the registered office, where it will be available for inspection by any Shareholder. Such register shall set forth the name of each Shareholder, its residence or elected domicile, the number and Class of shares held by it, the amounts paid in on each such share, and the transfer of shares and the dates of such transfers. The ownership of the shares will be established by the entry in this register.

6.3 Certificates of these entries may be issued to the Shareholders and such certificates, if any, will be signed by the chairman of the Board or by any other two members of the Board (either by hand, printed or in facsimile).

6.4 Shareholders shall provide the Company with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the register of Shareholders.

6.5 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is held by more than one person, the Company has the right to suspend the exercise of all rights attached to that share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Company. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-proprétaire) or between a pledgor and a pledgee.

6.6 The Company may decide to issue fractional shares. Such fractional shares do not carry voting rights, except where their number is such that they represent a whole share, but are entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class on a pro rata basis.

#### **Art. 7. Issue of shares.**

7.1 The Board is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up shares at any time without reserving a preferential right to subscribe for the shares to be issued for the existing Shareholders. Subject to the provisions of article 12, the subscription price per share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Offering Document.

7.2 Shares are exclusively reserved for subscription by well-informed investors within the meaning of article 2 of the Law of 2007 (Well-Informed Investors).

7.3 Any conditions to which the issue of shares may be submitted will be detailed in the Offering Document provided that the Board may, without limitation:

- (a) impose restrictions on the frequency at which shares of a certain Class are issued (and, in particular, decide that shares of a particular Class will only be issued during one or more offering periods or at such other intervals as provided for in the Offering Document);

(b) decide that shares of a particular Class shall only be issued to persons or entities that have entered into a subscription agreement under which the subscriber undertakes inter alia to subscribe for shares, during a specified period, up to a certain amount;

(c) impose conditions on the issue of shares (including without limitation the execution of such subscription documents and the provision of such information as the Board may determine to be appropriate) and fix a minimum subscription, minimum subsequent subscription amount, and/or a minimum holding amount;

(d) determine any default provisions on non or late payment for shares or restrictions on ownership in relation to the shares;

(e) in respect of any one given Class, levy a subscription charge and has the right to waive partly or entirely this subscription charge;

(f) restrict the ownership of shares of a particular Class to certain type of persons or entities;

7.4 Shares will be issued at the subscription price calculated in the manner and at such frequency as determined for each Class in the Offering Document.

7.5 The Company is authorised to issue shares (which may, as the case may be, pertain to a particular Class):

(a) to the shareholders in lieu of the payment of distributions outstanding;

(b) each time in accordance with the procedure and terms set out in the Offering Document.

7.6 The Board may confer the authority upon any of its members, any managing director, officer or other duly authorised representative to accept subscription applications, to receive payments for newly issued shares and to deliver these shares.

7.7 The Company may, in its absolute discretion, accept or reject any request for subscription for shares.

7.8 The Company may agree to issue shares as consideration for a contribution in kind of assets, in accordance with Luxembourg law, in particular in accordance with the obligation to deliver a prior valuation report from an auditor (réviseur d'entreprises agréé), and provided that such assets are in accordance with the investment objective and policy of the Company. All costs related to the contribution in kind are borne by the Shareholder acquiring shares in this manner.

#### **Art. 8. Redemptions of shares. General**

8.1 Subject to the provisions of article 12, the redemption price per share will be paid within a period determined by the Board and disclosed in the Offering Document, as determined in accordance with the current policy of the Board, provided that any share certificates issued and any other transfer documents have been received by the Company. Redemptions may take place over one or more redemption dates, as specified in the Offering Document, and Shareholders may be paid out at different redemption prices, calculated in accordance with the Offering Document.

8.2 Unless otherwise provided for in the Offering Document, the redemption price per share for shares of a particular Class corresponds to the Net Asset Value per share of the respective Class less any redemption fee, if applicable. Additional fees may be incurred if distributors and paying agents are involved in a transaction. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the currency in which it is to be paid, as determined by the Board.

8.3 If as a result of a redemption application, the number or the value of the shares held by any Shareholder in any Class falls below the minimum number or value that is then determined by the Board in the Offering Document, the Company may decide to treat such an application as an application for redemption of all of that Shareholder's shares in the given Class.

8.4 If, in addition, on a Valuation Date or at some time during a Valuation Date, redemption applications as defined in this article and conversion applications as defined in article 9 exceed a certain level set by the Board in relation to the shares of a given Class, the Board may resolve to reduce proportionally part or all of the redemption and conversion applications for a certain time period and in the manner deemed necessary by the Board, in the best interest of the Company. The portion of the non-proceeded redemptions will then be proceeded by priority on the Valuation Date following this period, these redemption and conversion applications will be given priority and dealt with ahead of other applications (but subject always to the foregoing limit).

8.5 The Company may satisfy payment of the redemption price owed to any Shareholder, subject to such Shareholder's agreement, in specie by allocating assets to the Shareholder from the portfolio set up in connection with the Class(es) equal in value to the value of the shares to be redeemed (calculated in the manner described in article 12) as of the Valuation Date or the time of valuation when the redemption price is calculated if the Company determines that such a transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Shareholders. The nature and type of assets to be transferred in such case will be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Shareholders in the given Class or Classes, as the case may be. The valuation used will be confirmed by a special report of the Auditor of the Company. The costs of any such transfers are borne by the transferee.

8.6 All redeemed shares must be cancelled.

8.7 All applications for redemption of shares are irrevocable, except - in each case for the duration of the suspension - in accordance with article 13 of these Articles, when the calculation of the Net Asset Value has been suspended or when redemption has been suspended as provided for in this article.

Redemption of shares at the initiative of the Company - Compulsory redemption of shares

8.8 The Board may redeem shares of any Class, on a pro rata basis among shareholders, in order to distribute proceeds generated by an investment through returns or its disposal, subject to compliance with the relevant distribution scheme as provided in the Offering Document.

8.9 The Company will announce in due time the redemption by way of mail addressed to the shareholders by the Board.

8.10 The Company may compulsorily redeem the shares:

- (a) held by a Restricted Person as defined in article 11, in accordance with the provisions of article 11;
- (b) in case of termination or merger of Classes, in accordance with the provisions of article 28;

**Art. 9. Conversion of shares.** Terms and conditions to conversion of shares shall be as set forth in the Offering Document and in accordance with article 8.4.

**Art. 10. Transfer of shares.**

10.1 No transfer of all or any part of any Shareholders' shares, whether direct or indirect, voluntary or involuntary (including, without limitation, to an affiliate or by operation of law), shall be valid or effective if

(a) the transfer would result in a violation of any law or regulation of Luxembourg or any other jurisdiction (including, without limitation, the US Securities Act, any securities laws of the individual states of the United States, or ERISA) or subject the Company, the Board to any other adverse tax, legal or regulatory consequences as determined by the Company;

(b) the transfer would result in a violation of any term or condition of the Articles that Shareholder's Subscription Form or of the Offering Document;

(c) the transfer would result in the Company being required to register as an investment company under the US Investment Company Law;

and

(d) it shall be a condition of any transfer (whether permitted or required) that:

- the transferee represents in a form acceptable to the Company that such transferee is not a Restricted Person (according to Article 11) and that the proposed Transfer itself does not violate any laws or regulations (including, without limitation, any securities laws) applicable to it);

- the transferee provides the Company with a Subscription Form acceptable to the Company.

10.2 The transferor shall be responsible for and pay all costs and expenses (including any taxation) arising in connection with any such permitted transfer, including reasonable legal fees arising in relation thereto incurred by the Company or the Board and stamp duty or stamp duty reserve tax (if any) payable.

**Art. 11. Ownership restrictions.**

11.1 Restricted Persons

The Board may restrict or place obstacles in the way of the ownership of Shares in the Company by any individual or legal entity if the Company considers that this ownership involves a violation of the Laws of the Grand-Duchy or abroad, more specifically a violation of the Law of 2007, as well as a violation of provisions on the fight against money laundering and terrorist financing as the law of November 12, 2004, as amended, the Grand-Ducal regulation of 1 February 2010, the CSSF Regulation N° 12-02 of 14 December 2012 as well as of others Circulars and Regulations issued by the CSSF, or may involve the Company in being subject to taxation in a country other than the Grand-Duchy or may in some other manner be detrimental to the Company.

To that end, the Board may:

(a) decline to issue any Shares and decline to register any transfer of shares, when it appears that such issue or transfer might or may have as a result the allocation of ownership of the shares to a person who is not authorised to hold shares in the Company;

(b) proceed with the compulsory redemption of all the relevant shares if it appears that a person who is not authorised to hold such shares in the Company, either alone or together with other persons, is the owner of shares in the Company, or proceed with the compulsory redemption of any or a part of the shares, if it appears to the Company that one or several persons is or are owner or owners of a proportion of the shares in the Company in such a manner that this may be detrimental to the Company.

(c) refuse, during any general meeting of Shareholders, the right to vote of any person who is not authorised to hold Shares in the Company.

**Art. 12. Calculation of Net Asset Value.**

12.1 The net asset value per share shall be expressed in EUR and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company, being the value of its assets less its liabilities, on any such Valuation Day, by the total number of shares then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The net asset value per share of each Class of shares, if any, shall be expressed in the reference currency (as defined in the issue documents for the shares) of the relevant Class of shares and shall be determined as of any Valuation Day by dividing the net assets of the Company attributable to each Class of shares (being the value of the portion of assets less the portion of liabilities attributable to such Class of shares on any such Valuation Day), as determined in accordance with

general accepted Luxembourg accounting principles and with the valuation rules set forth below, by the total number of shares in the relevant Class of shares then outstanding, The net asset value per share may be determined and published only after the value of its investments is determined, which may take a certain time after the relevant Valuation Day although such valuation will have to be effected before the next Valuation Day.

The net asset value per share may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant reference currency as the Board shall determine.

The valuation of the net asset value shall be made in the following manner:

12.2 The assets of the Company shall include:

- 1) all cash on hand or on, or instructed to be placed on, deposit, including any interest accrued or to be accrued thereon;
- 2) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of securities sold but not delivered);
- 3) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stocks, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Company (provided that the Company may make adjustments in a manner not inconsistent with paragraph (a) below with regards to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- 4) all units or shares of other undertakings for collective investment;
- 5) all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Company to the extent information thereon is reasonably available to the Company;
- 6) all interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Company except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such asset;
- 7) the preliminary expenses of the Company, including the cost of issuing and distributing shares of the Company, insofar as the same have not been written off;
- 8) the liquidating value of all forward contracts and all call or put options the Company has an open position in. However, instruments used to hedge the exposure of the investments and attributable solely to any particular Class of Shares may be allocated solely to the corresponding Class of Shares;
- 9) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

12.3 The value of such assets shall be determined as follows:

(a) The value of any cash on hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued and not yet received, is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;

(b) The value of securities listed or dealt in on a regulated market, stock exchange or other regulated markets will be valued at the last available price on such markets. If a security is listed or traded on several markets, the closing price at the market which constitutes the main market for such securities, will be determining;

(c) In the event that the any asset is not listed or dealt in on a regulated market, stock exchange or other regulated markets or if, in the opinion of the Company, the latest available price does not truly reflect the fair market value of the relevant securities, the value of such securities will be defined by the Company based on the reasonably foreseeable sales proceeds determined prudently and in good faith by the Board or by Independent Valuator(s). The probable net foreseeable sales price, for Assets (including Permits, SPA agreements and valuation of operating SPVs), un-listed securities or securities not negotiated on a regulated market shall normally be determined according to the "International Private Equity and Venture Capital Guidelines" established by EVCA (European Venture Capital Association), and /or in accordance with the methods and principles applied by the Independent Valuator(s) as agreed from time to time by the Board;

(d) The liquidating value of futures, forward or options contracts not dealt in on regulated markets, stock exchange or other regulated markets shall mean their net liquidating value determined, pursuant to the policies established by the Company, on a basis consistently applied for each different variety of contracts. The liquidating value of futures, forward or options contracts dealt in on regulated markets, stock exchange or other regulated markets shall be based upon the last available settlement prices of these contracts on regulated markets, stock exchange or other regulated markets on which the particular futures, forward or options contracts are dealt in by the Company; provided that if a futures, forward or options contract could not be liquidated on the day with respect to which net assets are being determined, the basis for determining the liquidating value of such contract shall be such value as the Company may deem fair;

(e) All investments, with a known short term maturity date, value may be determined by using an amortised cost method. This involves valuing an investment at its cost and thereafter assuming a constant amortisation to maturity of any discount or premium, regardless of the impact of fluctuating interest rates on the market value of the investments. While this method provides certainty in valuation, it may result in periods during which value, as determined by amortisation cost, is higher or lower than the price the Company would receive if it sold the investment. The Company will continually assess this method of valuation and recommend changes, where necessary, to ensure that the relevant investments will be valued at their fair value as determined in good faith by the Company. If the Company believe that a deviation from the amortised cost per Share may result in material dilution or other unfair results to Shareholders, the Company shall take such corrective action, if any, as they deem appropriate to eliminate or reduce, to the extent reasonably practicable, the dilution or unfair results;

(f) Interest rate swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable interest rates curve. Index and financial instruments related swaps will be valued at their market value established by reference to the applicable index or financial instrument. The valuation of the index or financial instrument related swap agreement shall be based upon the market value of such swap transaction established in good faith pursuant to procedures established by the Company;

(g) Units or shares of UCI will be valued at their last determined and available net asset value or their last available stock market value (if any) or, if such price is not representative of the fair market value of such assets, then the price shall be determined by the Board on a fair basis;

(h) All other Assets will be valued on the basis of the acquisition price thereof including all costs, fees and expenses connected with such acquisition or, if such acquisition price is not representative, on the reasonably foreseeable sales price thereof determined prudently and in good faith by the Board or by Independent Valuator(s).

The value of all assets and liabilities not expressed in EUR or in the reference currency of a Class of shares, if any, will be converted into EUR or into the reference currency of such Class of shares, if any, at the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Board.

The Company, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Company.

In the event that extraordinary circumstances render valuations as aforesaid impracticable or inadequate, the Company is authorised, prudently and in good faith, to follow other rules in order to achieve a fair valuation of the assets of the Company.

12.4. The liabilities of the Company shall include:

- 1) all loans, bills and accounts payable;
- 2) all accrued interest on loans of the Company;
- 3) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, management fees, including incentive fees, custodian fees, and corporate agents' fees);
- 4) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or property, including the amount of any unpaid dividends declared by the Company;
- 5) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Company, and other reserves (if any) authorized and approved by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Company;
- 6) all other liabilities of the Company of whatsoever kind and nature reflected in accordance with generally accepted accounting principles. In determining the amount of such other liabilities, the Company shall take into account notably all expenses payable by the Company which shall comprise promotion, printing, reporting and publishing expenses, including the cost of advertising, preparing, translating and printing of Offering Documents, explanatory memoranda, Company documentation or registration statements, annual and semi-annual reports, taxes or governmental charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, interest, bank charges and brokerage, postage, telephone, facsimile and other electronic means of communication.

12.5 For the purpose of this Article:

- 1) shares of the Company to be redeemed under Article 8 hereof shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the Board on the Valuation Day on which such redemption is made and from such time and until paid by the Company the price therefore shall be deemed to be a liability of the Company;
- 2) shares to be issued by the Company shall be treated as being in issue as from the time specified by the Board on the Valuation Day on which such issue is made and from such time and until received by the Company the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Company;
- 3) all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the euro or the reference currency of the relevant Class, if any, shall be valued after taking into account the rate of exchange ruling in Luxembourg on the relevant Valuation Day; and
- 4) where on any Valuation Day the Company has contracted to:
  - purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Company and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Company;
  - sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Company and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Company;provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Company.

### **Art. 13. Temporary suspension of the Net Asset Value calculation, issue and redemption of Shares.**

13.1 The Company may temporarily suspend the determination of the net asset value per share and the issue and redemption of its shares:

a) during any period when any of the principal stock exchanges or other markets on which a substantial portion of the investments of the Company from time to time are quoted or dealt in is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are restricted or suspended;

b) during the existence of any state of affairs which constitutes an emergency in the opinion of the Board as a result of which disposal or valuation of assets owned by the Company would be impracticable;

c) during any breakdown in the means of communication or computation normally employed in determining the price or value of any of the investments of the Company or the current price or value on any stock exchange or other market;

d) during any period when the Company is unable to repatriate funds for the purpose of making payments on the redemption of shares or during which any transfer of funds involved in the realisation or acquisition of investments or payments due on redemption of shares cannot, in the opinion of the Board, be effected at normal rates of exchange;

e) when for any other reason the prices of any investments owned by the Company cannot promptly or accurately be ascertained;

f) upon the mailing of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of resolving the winding-up of the Company;

g) during any period when the market of a currency in which a substantial portion of the assets of the Company is denominated is closed otherwise than for ordinary holidays, or during which dealings therein are suspended or restricted;

h) during any period when political, economical, military, monetary or fiscal circumstances which are beyond the control and responsibility of the Company prevent the Company from disposing of the assets, or determining the net asset value of the Company in a normal and reasonable manner;

i) during any period when the calculation of the net asset value per unit or share of a substantial part of the undertakings for collective investment the Company is investing in, is suspended and this suspension has a material impact on the net asset value per share of the Company.

Any such suspension shall be notified by the Board to all the shareholders.

Any application for subscription or redemption of Shares is irrevocable except in case of suspension of the calculation of the Net Asset Value, in which case shareholders may give notice that they wish to withdraw their application. If no such notice is received by the Company, such application will be dealt with on the first Valuation Day following the end of the period of suspension.

#### **Art. 14. Management.**

14.1 The Company shall be managed by a Board of at least 3 (three) members. The director(s) of the Company, either Shareholders or not, are appointed for a term which may not exceed 6 (six) years, by a General Meeting. The director(s) may be dismissed at any time and at the sole discretion of a General Meeting. The Board will be elected by the Shareholders at the General Meeting at which the number of directors, their remuneration and term of office will also be determined.

14.2 When a legal entity is appointed as a director of the Company (the Legal Entity), the Legal Entity must designate a permanent representative in order to accomplish this task in its name and on its behalf (the Representative). The Representative is subject to the same conditions and obligations, and incurs the same liability as if he was performing this task for his own account and on his own behalf, without prejudice to the joint liability of him and the Legal Entity. The Legal Entity cannot revoke the Representative unless it simultaneously appoints a new permanent representative.

14.3 Members of the Board are selected by a majority vote of the shares present or represented at the relevant General Meeting.

14.4 Any director may be removed with or without cause or be replaced at any time by resolution adopted by the General Meeting.

14.5 In the event of a vacancy in the office of director, the remaining directors must call an extraordinary General Meeting without delay in order to fill such vacancy.

#### **Art. 15. Meetings of the Board.**

15.1 The Board shall appoint a chairman (the Chairman) among its members. The Board may choose a secretary, who need not be a director, and who shall be responsible for keeping the minutes of the meetings of the Board. The Chairman will preside at all meetings of the Board. In his/her absence, the other members of the Board will appoint another chairman pro tempore who will preside at the relevant meeting by simple majority vote of the directors present or represented at such meeting.

15.2 The Board shall meet upon call by the Chairman or any two directors at the place indicated in the notice of meeting.

15.3 Written notice of any meeting of the Board shall be given to all the directors at least twenty-four (24) hours in advance of the date set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth briefly in the convening notice of the meeting of the Board.

15.4 No such written notice is required if all the members of the Board are present or represented during the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The written notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, of each member of the Board. Separate written notice shall not be

required for meetings that are held at times and places determined in a schedule previously adopted by resolution of the Board.

15.5 Any member of the Board may act at any meeting of the Board by appointing in writing, whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed, another director as his or her proxy.

15.6 The Board can validly debate and take decisions only if at least the majority of its members is present or represented. A director may represent more than one of his or her colleagues, under the condition however that at least two directors are present at the meeting or participate at such meeting by way of any means of communication that are permitted under these Articles and by the Companies Law. Decisions are taken by the majority of the members present or represented.

15.7 In case of a tied vote, the Chairman of the meeting shall have a casting vote.

15.8 Any director may participate in a meeting of the Board by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the directors attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the directors can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting. A meeting of the Board held by such means of communication will be deemed to be held in Luxembourg.

15.9 Notwithstanding the foregoing, a resolution of the Board may also be passed in writing. Such resolution shall consist of one or several documents containing the resolutions and signed, manually or electronically by means of an electronic signature which is valid under Luxembourg law, by each director. The date of such resolution shall be the date of the last signature.

#### **Art. 16. Minutes of meetings of the Board.**

16.1 The minutes of any meeting of the Board shall be signed by the Chairman or a member of the Board who presided at such meeting.

16.2 Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the Chairman or any two members of the Board.

#### **Art. 17. Powers of the Board.**

17.1 The Board is vested with the broadest powers to perform or cause to be performed all acts of disposition and administration in the Company's interest. All powers not expressly reserved by the Companies Law or by these Articles to the General Meeting fall within the competence of the Board.

#### **Art. 18. Delegation of powers.**

18.1 The Board may appoint a person (délégué à la gestion journalière), either a Shareholder or not, or a member of the Board or not, who shall have full authority to act on behalf of the Company in all matters concerned with the daily management and affairs of the Company.

18.2 The Board may appoint a person, either a Shareholder or not, either a director or not, as permanent representative for any entity in which the Company is appointed as member of the board of directors. This permanent representative will act with all discretion, but in the name and on behalf of the Company, and may bind the Company in its capacity as member of the board of directors of any such entity.

18.3 The Board is also authorised to appoint a person, either director or not, for the purposes of performing specific functions at every level within the Company.

#### **Art. 19. Binding signatures.**

19.1 The Company shall be bound towards third parties in all matters by the joint signatures of any two members of the Board.

19.2 The Company shall further be bound by the joint signatures of any persons or the sole signature of the person to whom specific signatory power has been granted by the Board, but only within the limits of such power. Within the boundaries of the daily management, the Company will be bound by the sole signature, as the case may be, of the person appointed to that effect in accordance with article 18.1 above.

#### **Art. 20. Investment policy and restrictions.**

20.1 The Board, based on the principle of risk spreading, has the power to determine (i) the investment policy of the Company, (ii) any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Company's in accordance with the Law of 2007 (iii) the hedging strategy to be applied to specific Classes and (iv) the course of conduct of the management and business affairs of the Company, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the Board in the Offering Document, in compliance with applicable laws and regulations.

20.2 The Board, acting in the best interests of the Company, may decide, in accordance with the terms of the Offering Document, that all or part of the assets of the Company be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors.

**Art. 21. Conflict of interests.**

21.1 No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that any one or more of the directors or officers of the Company is interested in, or is a director, associate, officer or employee of such other company or firm.

21.2 Any director or officer of the Company who serves as director, officer or employee of any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, solely by reason of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering and voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

21.3 In the event that any director or officer of the Company may have any personal interest in any transaction submitted for approval to the Board conflicting with that of the Company, such director or officer shall make known to the Board such conflict and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction shall be reported to the next succeeding meeting of shareholders.

The preceding paragraph does not apply where the decision of the Board or by the single director relates to current operations entered into under normal conditions.

21.4 However, pursuant to Article 42bis (2) of the Law of 2007 and the CSSF Regulation N° 12-01 laying down detailed rules for the application of this Article, the Company must be structured and organised in such a way as to minimise the risk of the Company's investors' interests being prejudiced by conflicts of interest between the Company and, as the case may be, any person contributing to its activities or any person linked directly or indirectly thereto. In case of potential conflicts of interest, the Company must ensure that the interests of its investors are safeguarded.

**Art. 22. Indemnification.**

22.1 All members of the Board (referred to as Indemnified Person) are entitled to be indemnified against all liabilities, costs or expenses (including reasonable legal fees) incurred by reason of such Indemnified Person being a member of the Board provided that no Indemnified Person shall be entitled to such indemnification for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, willful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

22.2 Any adviser or investment manager appointed by the Company, as set out in the Offering Document, and each of its/their directors, officers, agents and employees are also considered as Indemnified Persons and benefit from the indemnification as set out in article 22.1.

22.3 The Company may indemnify any director or officer and his heirs, executors and administrators, against expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been a director or officer of the Company or, at his request, of any other corporation of which the Company is a shareholder or creditor and from which he is not entitled to be indemnified, except for any action or omission resulting from any behaviour which qualifies as fraud, willful misconduct, reckless disregard or gross negligence.

**Art. 23. Powers of the General Meeting of the Company.**

23.1 Any regularly constituted General Meeting shall represent the entire body of Shareholders of the Company. It shall have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to all the operations of the Company.

**Art. 24. Annual General Meeting of the Shareholders - Other Meetings.**

24.1 The annual General Meeting shall be held, in accordance with Luxembourg law, in Luxembourg at the address of the registered office of the Company or at such other place in the municipality of the registered office as may be specified in the convening notice of the meeting, on the last Wednesday of May at 11 a.m.. If such day is not a business day for banks in Luxembourg, the annual General Meeting shall be held on the next following business day.

24.2 The annual General Meeting may be held abroad if, in the absolute and final judgment of the Board exceptional circumstances so require.

24.3 Other meetings of the shareholders of the Company may be held at such place and time as may be specified in the respective convening notices of the meeting.

24.4 Any shareholder may participate in a General Meeting by conference call, video conference or similar means of communications equipment whereby (i) the shareholders attending the meeting can be identified, (ii) all persons participating in the meeting can hear and speak to each other, (iii) the transmission of the meeting is performed on an on-going basis and (iv) the shareholders can properly deliberate, and participating in a meeting by such means shall constitute presence in person at such meeting.

**Art. 25. Notice, Quorum, Convening notices, Powers of Attorney and Vote.**

25.1 The notice periods and quorum provided for by law shall govern the notice for, and the conduct of, the General Meetings, unless otherwise provided herein.

25.2 The Board, or if exceptional circumstances require so, any two directors acting jointly may convene a General Meeting. They shall be obliged to convene it so that it is held within a period of one month, if Shareholders representing one-tenth of the capital require it in writing, with an indication of the agenda. One or more Shareholders representing at least one tenth of the subscribed capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Company at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.



25.3 All the Shares of the Company being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters or courier only.

25.4 Each share is entitled to one vote.

25.5 Except as otherwise required by law or by these Articles, resolutions at a duly convened General Meeting will be passed by a simple majority of those present or represented and voting.

25.6 However, resolutions to alter the Articles may only be adopted in a General Meeting where at least one half of the share capital is represented and the agenda indicates the proposed amendments to the Articles and, as the case may be, the text of those which concern the objects or the form of the Company. If the first of these conditions is not satisfied, a second meeting may be convened, in the manner prescribed by the Articles, by means of notices published twice, at fifteen days interval at least and fifteen days before the meeting in the Official Journal (Mémorial) and in two Luxembourg newspapers. Such convening notice shall reproduce the agenda and indicate the date and the results of the previous meeting. The second meeting shall validly deliberate regardless of the proportion of the capital represented. At both meetings, resolutions, in order to be adopted, must be carried by at least:

(a) two-thirds of the votes expressed at the relevant General Meeting; and

Votes relating to shares for which the Shareholder did not participate in the vote, abstain from voting, cast a blank (blanc) or spoilt (nul) vote are not taken into account to calculate the above majority requirements.

25.7 The nationality of the Company may be changed.

25.8 A Shareholder may act at any General Meeting by appointing another person who need not be a shareholder as its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law) is affixed.

25.9 If all the Shareholders of the Company are present or represented at a General Meeting, and consider themselves as being duly convened and informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

25.10 The Shareholders may vote in writing (by way of a voting bulletins) on resolutions submitted to the General Meeting provided that the written voting bulletins include (i) the name, first name, address and the signature of the relevant Shareholder, (ii) the indication of the shares for which the Shareholder will exercise such right, (iii) the agenda as set forth in the convening notice and (iv) the voting instructions (approval, refusal, abstention) for each point of the agenda. In order to be taken into account, the original voting bulletins must be received by the Company 72 (seventy-two) hours before the relevant General Meeting.

25.11 Before commencing any deliberations, the Shareholders shall elect a chairman of the General Meeting. The chairman shall appoint a secretary and the Shareholders shall appoint a scrutineer. The chairman, the secretary and the scrutineer form the General Meeting's bureau.

25.12 The minutes of the General Meeting will be signed by the members of the bureau of the General Meeting and by any Shareholder who wishes to do so.

25.13 However, in case decisions of the General Meeting have to be certified, copies or extracts for use in court or elsewhere must be signed by the chairman of the Board or any two other directors.

#### **Art. 26. Auditors.**

26.1 The accounting information contained in the annual report of the Company shall be examined by an auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the General Meeting and remunerated by the Company.

26.2 The auditor shall fulfil all duties prescribed by the Law of 2007.

#### **Art. 27. Termination or merger of Classes of Shares.**

27.1 In the event that for any reason the value of the net assets in any Class of shares has decreased to, or has not reached, an amount determined by the Board to be the minimum level under which the Class of shares can no longer be managed efficiently, or if a change in the economical or political situation relating to the Class of shares concerned would have material adverse consequences on the investments of that Class of shares or in order to proceed to an economical rationalization, the Board may decide to terminate such class(es) of shares by carrying out a compulsory redemption all the shares of the relevant class(es) of shares at the net asset value per share (taking into account the costs of termination) applicable on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

27.2 Such a termination decision shall be notified to the shareholders of the Class of shares before the effective date for the compulsory redemption. The notice shall indicate the reasons for, and the procedure of the termination. The shareholders of the relevant Class of shares shall be notified in writing by the Company. Unless the Board decides otherwise in the interest of shareholders or to ensure an equitable treatment between them, the shareholders of the Class of shares concerned may continue to request the redemption or conversion of their shares, free of charge, before the termination coming into force on the basis of the applicable net asset value per share, taking into account an estimation of the termination costs.

27.3 The Company shall reimburse each shareholder proportionally to the number of shares that he or she owns in the Class of shares.

27.4 Termination proceeds which may not be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the liquidation will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg on behalf of the persons entitled thereto in compliance with Luxembourg law and regulations.

27.5 All redeemed shares shall be cancelled.

27.6 Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the Board may decide, in the interest of shareholders, to close a Class of shares by merging it with another Class of shares of the Company. This decision shall be notified in the same manner as described above. The notice shall besides indicate the information relating to the new Class of shares. The relevant notice shall be notified at least one month before the merger comes into force in order to enable the shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision.

27.7 Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the Board may decide, in the interest of shareholders, to close a Class of shares by merging it to another Luxembourg undertakings for collective investment or to a sub-fund or a class/category of shares of such other Luxembourg undertakings for collective investment. Such decision shall be notified in the same manner as that described above. In addition, the notice shall contain information relating to that undertakings for collective investment. The relevant notice shall be notified at least one month before the date on which the merger becomes effective in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge during that period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision. The independent auditor of the Company will produce a valuation report on the merger.

27.8 In the case of a merger with another Luxembourg undertakings for collective investment established in the form of a contractual type (“Fonds Commun de Placement”) or with a foreign based undertakings for collective investment, the decision shall be binding only on such shareholders who have voted in favour of such merger; the other shareholders will be considered to have asked for the redemption of their shares.

27.9 Under the same circumstances as those described under the first paragraph of this Article, the Board may reorganise, in the interest of shareholders, a Class of shares by splitting it into two or more new classes of shares. Such decision shall be notified in the same manner as that described above. In addition, the notice shall contain information relating to that split. The relevant notice shall be notified at least one month before the date on which the split becomes effective in order to enable shareholders to request the redemption or conversion of their shares, free of charge during that period. At the end of that period, the remaining shareholders shall be bound by the decision. The independent auditor of the Company will produce a valuation report on the split.

**Art. 28. Accounting year.** The accounting year of the Company shall begin on 1 January and ends on 31 December of each year, except for the first year.

**Art. 29. Annual accounts.**

29.1 Each year, at the end of the financial year, the Board will draw up the annual accounts of the Company in the form required by the Companies Law.

29.2 At the latest one month prior to the annual General Meeting, the Board will submit the Company's balance sheet and profit and loss account together with its report and such other documents as may be required by law to the independent auditor of the Company who will thereupon draw up its report.

29.3 At the latest 15 (fifteen) days prior to the annual General Meeting, the balance sheet, the profit and loss account, the reports of the Board and of the independent auditor and such other documents as may be required by law shall be deposited at the registered office of the Company where they will be available for inspection by the Shareholders during regular business hours.

**Art. 30. Application of income.**

30.1 The General Meeting determines, upon proposal from the Board and within the limits provided by law and the Offering Document, how the income will be applied with regard to each existing Class, and may declare, or authorise the Board to declare, dividends.

30.2 For any Class entitled to dividends, the Board may decide to pay interim dividends in accordance with legal provisions.

30.3 Payments of dividends to owners of registered shares will be made to such Shareholders at their addresses in the register of Shareholders.

30.4 Dividends may be paid in such a currency and at such a time and place as the Board determines from time to time.

30.5 The Board may decide to distribute bonus stock in lieu of cash dividends under the terms and conditions set forth by the Board.

30.6 Any dividend that has not been claimed within five years of its declaration will be forfeited and revert to the Company issued.

30.7 No interest will be paid on a dividend declared by the Company and kept by it at the disposal of its beneficiary.

**Art. 31. Depositary.**

31.1 The Company shall enter into a depositary agreement with a depositary which must be a credit institution or an investment firm within the meaning of the amended Law of 5 April 1993 on the financial sector (the Depositary). The Depositary shall assume towards the Company and its Shareholders the responsibilities provided by the Law of 2007. The fees payable to the Depositary will be determined in the Depositary agreement.

31.2 In the event of the Depositary desiring to retire, the Board shall within two months appoint another financial institution to act as depositary and upon doing so the Board shall appoint such institution to be depositary in place of the retiring Depositary. The Board shall have power to terminate the appointment of the Depositary but shall not remove the Depositary unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

**Art. 32. Dissolution/Liquidation.**

32.1 The Company may at any time be dissolved by a resolution of the General Meeting, subject to the quorum and majority requirements for amendment to these Articles.

32.2 If the assets of the Company fall below two-thirds of the minimum capital required by the Law of 2007, the question of the dissolution of the Company will be referred to the General Meeting by the Board. The General Meeting, for which no quorum will be required, will decide by simple majority of the votes of the shares represented at the General Meeting.

32.3 The question of the dissolution of the Company will further be referred to the General Meeting whenever the share capital falls below one-fourth of the minimum capital set by the Law of 2007; in such event, the General Meeting will be held without any voting quorum requirements and the dissolution may be decided by shareholders holding one-quarter of the votes of the shares represented at the meeting.

32.4 The meeting must be convened so that it is held within a period of forty days from the ascertainment that the net assets of the Company have fallen below two-thirds or one-quarter of the legal minimum, as the case may be.

32.5 Should the Company be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the Law of 2007 and the Companies Law. In the event of a voluntary liquidation, the Company shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Company shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine their powers and compensation.

32.6 The decision to dissolve the Company will be published in the Mémorial and two newspapers with adequate circulation, one of which must be a Luxembourg newspaper.

32.7 If the Company were to be compulsorily liquidated, the provision of the Law of 2007 will be exclusively applicable.

32.8 The issue of new Shares by the Company shall cease on the date of publication of the notice of the General Meeting, to which the dissolution and liquidation of the Company shall be proposed.

32.9 The liquidator(s) will realise assets in the best interests of the shareholders and apportion the proceeds of the liquidation, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of shares in each Class in accordance with their respective rights.

32.10 Any amounts unclaimed by the shareholders at the closing of the liquidation of the Company will be deposited with the Caisse de Consignation in Luxembourg for a duration of thirty (30) years. If amounts deposited remain unclaimed beyond the prescribed time limit, they shall be forfeited.

**Art. 33. Applicable Law.**

33.1 All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the Law of 2007 and the Companies Law in accordance with article 4.2.”

*Fifth resolution*

The Meeting decides to appoint Mr Wedig VON GAUDECKER, companies’s director, born on 2 September 1940 in Kolberg, Germany, residing in Strada del Rondonico 93A, CH-6612 Ascona, Switzerland, as director of the Company, his mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the business year ending 31 December 2021.

The Meeting confirms the mandate of the following persons as directors of the Company, their mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the business year ending 31 December 2021:

- 1) Mr Hervé BURGER, companies’s director, born on 7 August 1959 in Belfort, France, residing at 38, Kohlenberg, L-1870 Luxembourg;
- 2) Mr François DELALANDE, companies’ director, born on 12 December 1960 in Paris, France, residing at 6, chemin des Voirons, CH-1224 Chêne Bourgeries, Switzerland;
- 3) Mr Bertrand GOURDAIN, born on 21 April 1973 in Gouvieux, France, residing at 123, avenue du 10 Septembre, L-2551 Luxembourg.

*Sixth resolution*

The Meeting decides to appoint MAZARS LUXEMBOURG, société anonyme with registered office at 10A, rue Henri M. Schnadt, L-2530 Luxembourg, registered with the Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg under section B number 159962, as auditor of the Company, its mandate expiring at the general meeting which will be called to deliberate on the financial statements of the business year ending 31 December 2021.

*Transitional provisions*

- 1) The first financial year in the Grand Duchy of Luxembourg shall begin on the present date and end on 31 December 2016.
- 2) The first Annual General Meeting in the Grand Duchy of Luxembourg shall be held in 2017.

*Closing of the meeting*

No item remaining on the agenda, the meeting is closed.

*Costs*

The costs, expenditures, remunerations and charges in whatsoever form, incumbent on the Company or chargeable to it by reason of these presents, are estimated, without any prejudice, at approximately the sum of EUR 5,200.-.

*Statements*

The undersigned notary states that the conditions provided for in articles 26, 26-3 and 26-5 of the law of 10 August 1915 on commercial companies have been observed.

*Declaration*

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that the present deed is worded in English with no need of further translation in accordance with Article 26(2) of the Law of 13 February 2007 relating to specialised investment funds, as amended.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, they signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: Bertrand GOURDAIN, Patrick VAN HEES, Jean SECKLER.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 14 avril 2016. Relation GAC/2016/2980. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): G. SCHLINK.*

Référence de publication: 2016096958/758.

(160066833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 22 avril 2016.

**Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.

R.C.S. Luxembourg B 199.891.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh day of December.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

**THERE APPEARED:**

Kustermann Holdings S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, with share capital of EUR 125,000 (one hundred twenty-five thousand euros), and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 199885 (the Sole Shareholder),

represented by Régis Galiotto, notary's clerk, residing professionally in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal,

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the undersigned notary, shall remain attached to the present deed for registration purposes.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l. a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with share capital of EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros), having its registered office at 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg and registered with the Luxembourg trade and companies register under number B 199891 (the Company). The Company was incorporated on 21 August 2015 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, N°2947 on 28 October 2015. The articles of association of the Company (the Articles) were never amended.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

- (1) waiver of the convening notices;
  - (2) restatement in full of the Articles;
  - (3) increase of the share capital of the Company by an amount of EUR 263,201 (two hundred sixty-three thousand two hundred and one euros) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of EUR 275,701 (two hundred seventy-five thousand seven hundred and one euros) by way of issuance of 263,201 (two hundred sixty-three thousand two hundred and one) shares of the Company, with a nominal value of EUR 1 (one euro) (the New Shares) for an aggregate subscription price of EUR 26,320,073 (twenty-six million three hundred twenty thousand seventy-three euros);
  - (4) subscription to, and payment in full of, the New Shares;
  - (5) subsequent amendment of article 5 of the Articles in order to reflect the above-mentioned changes;
  - (6) subsequent amendment of the share register of the Company in order to reflect the above-mentioned changes with power and authority given to any manager of the Company and to any employee of Alter Domus (Luxembourg) S.à r.l. to proceed to the registration in the share register of the Company of the New Shares, and to see to any formalities in connection therewith; and
  - (7) miscellaneous.
- IV. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented, the Sole Shareholder resolves to waive the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it prior to the present meeting.

*Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to fully restate the Articles so that they shall henceforth read as follows:

**“I. Name - Registered office - Object - Duration**

**Art. 1. Name.** There is formed a private limited liability company (société à responsabilité limitée) under the name Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l. (hereafter the Company), which will be governed by the laws of Luxembourg, in particular by the law dated 10<sup>th</sup> August, 1915, on commercial companies, as amended (hereafter the Law), as well as by the present articles of association (hereafter the Articles).

**Art. 2. Registered office.**

2.1. The registered office of the Company is established in Luxembourg-City, Grand-Duchy of Luxembourg. It may be transferred within the boundaries of the municipality by a resolution of the board of managers of the Company. The registered office may further be transferred to any other place in the Grand-Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the sole shareholder.

2.2. Branches, subsidiaries or other offices may be established either in the Grand-Duchy of Luxembourg or abroad by a resolution of the board of managers of the Company. Where the board of managers of the Company determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Company at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg incorporated company.

**Art. 3. Object.**

3.1. The object of the Company is to carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the acquisition of participations, in Luxembourg or abroad, in any companies or enterprises in any form whatsoever and the administration, management, control and development of such participations. The Company may in particular acquire by subscription, purchase, and exchange or in any other manner any stock, shares and other participation, securities, bonds, debentures, certificates of deposit and other debt instruments and more generally any securities and financial instruments (including derivatives) representing ownership rights, claims or transferable securities issued by any public or private entity whatsoever. It may participate in the creation, development, management and control of any company or enterprise.

3.2. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property including the direct or indirect acquisition, development, holding, promotion, management, sale and/or lease of real estate or moveable property, in the Grand Duchy of Luxembourg or elsewhere.

3.3. The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue, by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt and/or equity securities.

3.4. The Company may acquire participations in loans and/or lend funds including the proceeds of any borrowings and/or issues of debt securities to its subsidiaries, affiliated companies or to any other company. It may also grant any direct

and/or indirect financial assistance whatsoever to the companies and/or enterprises in which it holds an interest or a participation or which are members of its group, in particular by granting loans (including on interest-free terms), facilities, security interests over its assets or give guarantees in any form and for any term whatsoever, grant securities in favour of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other company and provide them with any advice and assistance in any form whatsoever including group treasury services. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or over some of its assets. The Company may also issue any type of preferred equity certificates.

3.5. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to its investments for the purpose of their efficient management, including techniques and instruments designed to protect the Company against credit, currency exchange, interest rate risks and other risks.

3.6. The Company may carry out any commercial, financial or industrial operations and any transactions with respect to real estate or movable property, which directly or indirectly favour or relate to its object.

#### **Art. 4. Duration.**

4.1. The Company is formed for an unlimited period of time.

4.2. The Company shall not be dissolved by reason of the death, suspension of civil rights, incapacity, insolvency, bankruptcy or any similar event affecting its sole shareholder.

### **II. Capital - Shares**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. The Company's corporate capital is set at EUR 12,500 (twelve thousand five hundred euros) represented by 12,500 (twelve thousand five hundred) ordinary shares each having a nominal value of EUR 1 (one euro) and having their rights and obligations as set out in these Articles (the Shares).

5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder adopted in the manner required for amendment of these Articles. The sole shareholder may create as many additional classes of shares as the Company may need for the purpose of its investment activity.

5.3. The sole shareholder may contribute Capital Surplus to the Company and except as set out in these Articles amounts so contributed shall be freely distributable. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the shareholder(s) to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009).

#### **Art. 6. Shares.**

6.1. The Company will not have more than one shareholder.

Except as otherwise provided in these Articles, each Share confers the right to a fraction of the corporate assets and profits of the Company in direct proportion to the number of Shares in existence.

6.2. A transfer of Shares will only be binding upon the Company or third parties following a notification to, or acceptance by, the Company in accordance with article 1690 of the civil code.

For all other matters, reference is made to articles 189 and 190 of the Law.

6.3. A shareholders' register will be kept at the registered office of the Company in accordance with the provisions of the Law and may be examined by the sole shareholder.

6.4. The Company may redeem its own Shares within the limits set forth by the Law.

### **III. Management - Representation**

#### **Art. 7. Board of managers.**

7.1. The Company is managed by one or several managers appointed by a resolution of the sole shareholder which sets the term of their office. In case more than one manager is appointed, the managers shall constitute the board of managers. The managers need not be shareholder(s). The sole shareholder may appoint managers of two different classes, being class A managers (the Class A Manager(s)) and class B managers (the Class B Manager(s)).

7.2. The managers may be dismissed at any time ad nutum (without any reason), by a resolution of the sole shareholder.

#### **Art. 8. Powers of the board of managers.**

8.1. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the sole shareholder fall within the competence of the board of managers, which shall have all powers to carry out and approve all acts and operations consistent with the Company's object.

8.2. Special and limited powers may be delegated for determined matters to one or more agents, by the board of managers.

#### **Art. 9. Procedure.**

9.1. The board of managers shall meet as often as the Company's interests so require or upon call of any manager at the place indicated in the convening notice, provided that all such meetings shall take place in Luxembourg.

9.2. Written notice of any meeting of the board of managers shall be given to all managers at least 24 (twenty-four) hours in advance of the date set for such meeting, except in case of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the convening notice of the meeting of the board of managers.

9.3. No such convening notice is required if all the members of the board of managers of the Company are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed, and to have had full knowledge of the agenda of the meeting. The notice may be waived by the consent in writing, whether in original, by telegram, telex, facsimile or e-mail, of each member of the board of managers of the Company.

9.4. Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing in writing another manager as his proxy.

9.5. The board of managers can validly deliberate and act only if a majority of its members attending are Luxembourg residents, including, at least one Class A Manager and one Class B Manager in the event that different classes of managers have been appointed. Resolutions of the board of managers are validly taken by the majority of the votes cast, provided that if classes of managers have been appointed at least one Class A Manager and one Class B Manager have approved such resolutions. The resolutions of the board of managers will be recorded in minutes signed by the chairman or by any two managers or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager. Copies or extracts of such minutes which may be produced in judicial proceedings or otherwise shall be signed by the chairman or by any two managers or, if applicable, by one Class A Manager and one Class B Manager, or by any person duly appointed to that effect by the board of managers.

9.6. Any manager may participate in any meeting of the board of managers by telephone or video conference call or by any other similar means of communication allowing all the persons taking part in the meeting to hear and speak to each other. The participation in a meeting by these means is deemed equivalent to a participation in person at such meeting.

9.7. Circular resolutions signed by all the managers shall be valid and binding in the same manner as if passed at a meeting duly convened and held. Such signatures may appear on a single document or on multiple copies of an identical resolution and may be evidenced by letter or facsimile.

**Art. 10. Representation.** The Company shall be bound towards third parties in all matters by the signature of the sole manager or, in case of several managers, by the joint signatures of any two managers or, if Class A Managers and Class B Managers have been appointed, by the joint signature of one Class A Manager and one Class B Manager, or by the joint or sole signatures of any person(s) to whom such signatory power has been validly delegated in accordance with article 8.2. of these Articles.

**Art. 11. Liability of the managers.** The managers assume, by reason of their mandate, no personal liability in relation to any commitment validly made by them in the name of the Company, provided such commitment is in compliance with these Articles as well as the applicable provisions of the Law.

#### IV. Sole shareholder resolutions

**Art. 12. Powers, voting rights and form.**

12.1. The sole shareholder shall exercise all powers conferred by the Law to the general meeting of shareholders.

12.2. The sole shareholder may appoint any person or entity as his attorney pursuant to a written proxy given by letter, telegram, telex, facsimile or e-mail, to represent him.

12.3. As there will not be more than one shareholder in the Company, the decisions of the sole shareholder may be taken in writing, in accordance with article 193 of the Law.

12.4. Any amendments of the articles of incorporation shall be resolved by the sole shareholder.

#### V. Annual accounts - Allocation of profits

**Art. 13. Financial year and balance sheet.**

13.1. The financial year of the Company shall begin on the first of January and end on the thirty-first of December of each year.

13.2. Each year, the board of managers must prepare the balance sheet and the profit and loss accounts as well as an inventory indicating the value of the Company's assets and liabilities, with an annex summarizing the Company's commitments and the debts of the managers, auditor(s) (if any) and sole shareholder towards the Company.

13.3. The sole shareholder may inspect the inventory, the balance sheet and the report of the statutory auditor(s), if any, at the registered office.

**Art. 14. Allocation of Profits.**

14.1. From the annual net profits of the Company, five per cent (5%) shall be allocated to the reserve required by Law. This allocation shall cease to be required when the legal reserve has reached an amount equal to ten per cent (10%) of the share capital of the Company.

14.2. The sole shareholder has discretionary power to dispose of the surplus. It may allocate such profit to the payment of a dividend, transfer such profit to a reserve account or carry it forward.

14.3. Interim dividends may be distributed, at any time, under the following conditions:

- (i.) interim accounts are drawn up by the board of managers;
- (ii.) these interim accounts show that sufficient profits and other reserves (including Capital Surplus and share issuance premium) are available for distribution; it being understood that the amount to be distributed may not exceed profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, increased by carried forward profits and distributable reserves but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to the legal reserve;
- (iii.) the decision to pay interim dividends is taken by the board of managers and the sole shareholder within two (2) months from the date of the interim accounts;
- (iv.) the rights of the creditors of the Company are not threatened, taking into account the assets of the Company; and
- (v.) where the interim dividends paid exceed the distributable profits at the end of the financial year, the sole shareholder must refund the excess to the Company.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. In the event of dissolution of the Company, the liquidation will be carried out by one or several liquidators, who do not need to be a shareholder, appointed by a resolution of the sole shareholder which will determine their powers and remuneration. Unless otherwise provided for in the resolution of the sole shareholder or by law, the liquidators shall be vested with the broadest powers for the realization of the assets and payments of the liabilities of the Company.

15.2. The surplus resulting from the realization of the assets and the payment of the liabilities of the Company shall be paid to the sole shareholder.

## VII. General provision

**Art. 16. General Provision.** Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.”

### *Third resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of EUR 263,201 (two hundred sixty-three thousand two hundred one euros) in order to bring the share capital of the Company from its present amount to the amount of EUR 275,701 (two hundred seventy-five thousand seven hundred one euros) by way of issuance of the New Shares.

### *Fourth resolution*

The Sole Shareholder resolves to accept and record the following subscription to the New Shares and the full payment of the subscription price of the New Shares, as follows:

### *Subscription - Payment*

The Sole Shareholder declares to subscribe to the New Shares and to fully pay them up by way of a contribution in kind in an aggregate amount of EUR 26,320,073 (twenty-six million three hundred twenty thousand seventy-three euros) consisting in a receivable held by the Sole Shareholder in the amount of EUR 26,320,073 (twenty-six million three hundred twenty thousand seventy-three euros) (the Contribution).

The value of the Contribution in an amount of EUR 26,320,073 (twenty-six million three hundred twenty thousand seventy-three euros) is allocated as follows:

- (1) an amount of EUR 263,201 (two hundred three thousand two hundred and one euros) is allocated to the share capital account of the Company; and
- (2) an amount of EUR 26,056,872 (twenty-six million fifty-six thousand eight hundred seventy-two euros) is allocated to the share premium account of the Company.

The valuation of the Contribution is supported by a certificate issued by the Company and the Sole Shareholder (the Certificate) which confirms inter alia that the value of the Contribution is at least equal to EUR 26,320,073 (twenty-six million three hundred twenty thousand seventy-three euros).

A copy of the Certificate, after being signed *ne varietur* by the attorney-in-fact of the Sole Shareholder and the notary, will remain attached to this deed to be submitted with it to the registration formalities.

### *Fifth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the Articles in order to reflect the increase of the share capital and the issuance of the New Shares. It shall now read as follows:

### " Art. 5. Capital.

5.1. The Company's corporate capital is set at EUR 275,701 (two hundred seventy-five thousand seven hundred and one euros) represented by 275,701 (two hundred seventy-five thousand seven hundred and one) ordinary shares each having a nominal value of EUR 1 (one euro) and having their rights and obligations as set out in these Articles (the Shares).



5.2. The share capital of the Company may be increased or reduced one or several times by a resolution of the sole shareholder adopted in the manner required for amendment of these Articles. The sole shareholder may create as many additional classes of shares as the Company may need for the purpose of its investment activity.

5.3. The sole shareholder may contribute Capital Surplus to the Company and except as set out in these Articles amounts so contributed shall be freely distributable. Capital Surplus shall mean the amounts (a) contributed by the shareholder(s) to the Company without any shares being issued in exchange, and (b) allocated in the accounts of the Company to the non-share contribution account (account 115 "capital contribution without the issuance of new shares" of the Luxembourg standard chart of account of 10 June 2009)."

#### *Sixth resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend the share register of the Company in order to register the above changes, and hereby grants power and authority to any manager of the Company and to any employee of Alter Domus (Luxembourg) S.à r.l., to individually under his/its sole signature register on behalf of the Company the issuance of the New Shares of the Company in the share register of the Company and to sign said register, and to proceed to such other formalities as are required in connection with the above resolutions.

#### *Expenses*

The amount of the expenses in relation to the present deed is estimated to be approximately seven thousand Euros (7,000.- Euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day stated at the beginning of this document.

The document having been read to the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, who is known to the notary by their surname, first name, civil status and residence, the attorney-in-fact of the Sole Shareholder signs together with us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la version française du texte qui précède:**

L'an deux mille quinze, le septième jour du mois de décembre,

Par-devant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand- Duché de Luxembourg.

#### COMPARAIT

Kustermann Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée sous le droit du Grand Duché du Luxembourg, dont le siège se situe au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, ayant un capital social de EUR 125.000 et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 199885 (l'Associé Unique), représentée par Régis Galiotto, clerc de notaire, résidant professionnellement à Luxembourg en vertu d'une procuration donnée sous seing privé,

La procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

L'Associé Unique demande au notaire soussigné d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant un capital social de EUR 12.500 (douze mille cinq cent euros), ayant son siège social au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 199891 (la Société). La Société a été constituée 21 août 2015 par un acte instrumentant de Maître Martine Schaeffer, lequel acte a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés, N°2947 le 28 octobre 2015. Les articles des statuts de la Société (les Statuts) n'ont jamais été modifiés.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs de l'assemblée générale des associés de la Société, conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique souhaite adopter les résolutions suivantes:

- (1) renonciation aux formalités de convocation;
- (2) refonte intégrale des Statuts;
- (3) augmentation du capital social de la Société d'un montant de EUR 263.201 (deux cent soixante-trois mille deux cent un euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de EUR 275.701 (deux cent soixante-quinze mille sept cent un euros) par l'émission de 263.201 (deux cent soixante-trois mille deux cent une) parts sociales de la Société, avec une valeur nominale de EUR 1 (un euro) (les Nouvelles Parts Sociales) pour un prix de souscription total de EUR 26.320.073 (vingt-six millions trois cent vingt mille soixante-treize euros);
- (4) souscription et paiement intégral des Nouvelles Parts Sociales;
- (5) modification consécutive de l'article 5 des Statuts afin d'y refléter les modifications mentionnées ci-avant;

(6) modification consécutive du registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications mentionnées ci-avant, avec pouvoir donné à tout gérant de la Société et tout employé de Alter Domus (Luxembourg) S.à r.l. afin de procéder à l'inscription des Nouvelles Parts Sociales dans ledit registre, et d'accomplir toutes les formalités qui y sont liées; et

(7) divers.

IV. L'Associé Unique adopte les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée, l'Associé Unique décide de renoncer aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considérant comme valablement convoqué et ayant connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué avant la présente assemblée.

*Deuxième résolution*

L'Associé Unique décide de refondre intégralement les Statuts de telle sorte qu'ils auront la teneur suivante:

**«I. Dénomination - Siège social - Objet social - Durée**

**Art. 1<sup>er</sup>. Dénomination.** Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Kustermann (Rosenheimer) S.à r.l. (ci-après la Société), qui sera régie par les lois du Luxembourg, en particulier par la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la Loi) et par les présents statuts (ci-après les Statuts).

**Art. 2. Siège social.**

2.1. Le siège social est établi à Luxembourg-Ville, Grand-duché de Luxembourg. Le siège social peut être transféré dans les limites de la commune de Luxembourg par décision du conseil de gérance de la Société. Le siège social peut être transféré en tout autre endroit du Grand-duché de Luxembourg par résolution de l'associé unique.

2.2. Il peut être créé par simple décision du conseil de gérance, des succursales, filiales ou bureaux tant au Grand-duché de Luxembourg qu'à l'étranger. Dans les cas où le conseil de gérance de la Société estime que des événements extraordinaires d'ordre politique, militaire économique ou social de nature à compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée entre le siège social et l'étranger se sont produits ou sont imminents, le siège social pourra être transféré provisoirement à l'étranger, jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront toutefois aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle nonobstant ce transfert provisoire de siège, restera une société luxembourgeoise.

**Art. 3. Objet social.**

3.1. La Société pourra accomplir toutes les opérations en relation directe ou indirecte avec la prise de participations, tant au Luxembourg qu'à l'étranger, dans d'autres sociétés ou entreprises sous quelque forme que ce soit et l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations. La Société pourra en particulier acquérir par souscription, achat, et échange ou de toute autre manière tous titres, actions et autres valeurs de participation, obligations, créances, certificats de dépôt et en général toutes valeurs ou instruments financiers (y compris les produits dérivés) représentant des droits de propriété, des créances ou des titres transférables émis par toute entité publique ou privée. Elle pourra participer à la création, au développement, à la gestion et au contrôle de toute société ou entreprise.

3.2. La Société peut exercer toute activité commerciale, financière, ou industrielle et effectuer toute transaction relative à des biens immobiliers ou meubles incluant l'acquisition directe ou indirecte, le développement, la détention, la promotion, la gestion, la cession et/ou la location de biens immobiliers ou meubles, au Grand- Duché de Luxembourg ou ailleurs.

3.3. La Société pourra emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission d'obligations et d'autres titres représentatifs de dettes et/ou de titres représentatifs du capital.

3.4. La Société pourra acquérir des participations dans des prêts et/ou prêter des fonds, y compris ceux résultant des emprunts et/ou des émissions d'obligations, à ses filiales, sociétés affiliées et à toute autre société. Elle peut également consentir toute sorte d'assistance financière directe et/ou indirecte aux sociétés et/ou entreprises dans lesquelles elle possède un intérêt ou une participation ou qui sont membres de son groupe, en particulier en consentant des prêts (y compris des prêts sans intérêts), des crédits, des sûretés sur ses actifs ou consentir des garanties sous toute forme et tout terme ou consentir des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société et leur fournir tout conseil et assistance sous toute forme, y compris des services de trésorerie. La Société pourra en outre nantir, céder, grever de charges toute ou partie de ses avoirs ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur toute ou partie de ses avoirs. La Société pourra aussi émettre tout type de preferred equity certificates.

3.5. La Société peut, d'une manière générale, employer toutes techniques et instruments liés à ses investissements en vue d'une gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à protéger la Société contre le risque crédit, le risque de change, de fluctuations de taux d'intérêt et autres risques.

3.6. La Société pourra accomplir toutes opérations commerciales, financières ou industrielles ainsi que toutes transactions relatives à l'immobilier ou à la propriété mobilière, qui directement ou indirectement favorisent, ou se rapportent à, la réalisation de son objet social.

#### **Art. 4. Durée.**

4.1. La Société est constituée pour une durée illimitée.

4.2. La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civiques, de l'incapacité, de l'insolvabilité, de la faillite ou de tout autre événement similaire affectant l'associé unique.

### **II. Capital - Parts sociales**

#### **Art. 5. Capital.**

5.1. Le capital social de la Société est établi à 12.500 EUR (douze mille cinq cent euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cent) parts sociales ordinaires chacune ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) et ayant leurs droits et obligations tels qu'établis dans les présents Statuts (les Parts Sociales).

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique adoptée selon les formes requises pour la modification de ces Statuts. L'associé unique pourra créer autant de catégories de parts sociales supplémentaires que la Société le requière dans le cadre de son activité d'investissement.

5.3. L'associé unique peut effectuer des apports à la Société en capitaux propres, et sauf indication contraire des présents Statuts, et les montants ainsi apportés seront librement distribuables. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par l(es) associé(s) à la Société sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie, et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apports en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé du Luxembourg du 10 juin 2009).

#### **Art. 6. Parts sociales.**

6.1. La Société n'aura pas plus d'un associé.

Sauf disposition contraire des présents Statuts, chaque Part Sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société en proportion directe avec le nombre des Parts Sociales existantes.

6.2. La cession de Parts Sociales n'est opposable à la Société ou aux tiers qu'après qu'elle ait été notifiée à la Société ou acceptée par elle conformément aux dispositions de l'article 1690 du code civil.

Pour toutes autres questions, il est fait référence aux dispositions des articles 189 et 190 de la Loi.

6.3. Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société conformément aux dispositions de la Loi où il pourra être consulté par l'associé unique.

6.4. La Société pourra racheter ses propres Parts Sociales dans les limites et aux conditions fixées par la Loi.

### **III. Gestion - Représentation**

#### **Art. 7. Conseil de gérance.**

7.1. La Société est gérée par un ou plusieurs gérants nommés par résolution de l'associé unique qui fixe le terme de leur mandat. Si plusieurs gérants sont nommés, ils forment un conseil de gérance. Les gérants n'ont pas besoin d'être associé(s). L'associé unique peut nommer des gérants de deux catégories différentes, étant les gérants de catégorie A (le(s) Gérant(s) de Catégorie A) et les gérants de catégorie B (le(s) Gérant(s) de Catégorie B).

7.2. Les gérants sont révocables à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) par une décision de l'associé unique.

#### **Art. 8. Pouvoirs du conseil de gérance.**

8.1. Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'associé unique par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du conseil de gérance, qui aura tous les pouvoirs pour effectuer et approuver tous les actes et opérations conformes à l'objet social de la Société.

8.2. Des pouvoirs spéciaux et limités pour des tâches spécifiques peuvent être délégués à un ou plusieurs agents, par le gérant ou en cas de pluralité de gérants, par le conseil de gérance.

#### **Art. 9. Procédure.**

9.1. Le conseil de gérance se réunira aussi souvent que les intérêts de la Société l'exige ou sur convocation d'un des gérants au lieu indiqué dans l'avis de convocation, à condition que ces réunions soient tenues au Luxembourg.

9.2. Il sera donné à tous les gérants un avis écrit de toute réunion du conseil de gérance au moins 24 (vingt-quatre) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf en cas d'urgence, auquel cas la nature (et les motifs) de cette urgence sera mentionnée brièvement dans l'avis de convocation de la réunion du conseil de gérance.

9.3. La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les gérants de la Société sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la réunion et de son ordre du jour. Il peut aussi être renoncé à la convocation avec l'accord de chaque membre du conseil de gérance de la Société donné par écrit, soit en original, par télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique.

9.4. Tout gérant pourra se faire représenter aux réunions du conseil de gérance en désignant par écrit un autre gérant comme son mandataire.

9.5. Le conseil de gérance ne pourra délibérer et agir valablement que si la majorité des gérants réside au Luxembourg et comprend, au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B dans le cas où différentes catégories de gérants auraient été nommées. Les décisions du conseil de gérance sont prises valablement à la majorité des voix exprimées à condition que si des catégories de gérants ont été nommées, qu'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B aient approuvé ces résolutions. Les résolutions du conseil de gérance seront consignées dans des procès-verbaux signés par le président ou deux gérants ou, le cas échéant, un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B. Les copies et extraits de ces procès-verbaux qui pourraient être délivrés au cours de procédures judiciaires ou autre, doivent être signés par le président ou par deux gérants ou, le cas échéant, par un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B ou par toute personne dûment nommée à cette fin par le conseil de gérance.

9.6. Tout gérant peut participer à la réunion du conseil de gérance par téléphone ou vidéo conférence ou par tout autre moyen de communication similaire, ayant pour effet que toutes les personnes participant à la réunion peuvent s'entendre et se parler. La participation à une réunion par un de ces moyens équivaut à une participation en personne à la réunion.

9.7. Les résolutions circulaires signées par tous les gérants seront considérées comme étant valablement adoptées comme si une réunion du conseil de gérance dûment convoquée avait été tenue. Les signatures des gérants peuvent être apposées sur un document unique ou sur plusieurs copies d'une résolution identique, envoyées par lettre ou par télécopie.

**Art. 10. Représentation.** La Société sera engagée, en toutes circonstances, vis-à-vis des tiers, par la signature du gérant unique ou, si plusieurs gérants sont nommés, par la signature conjointe de deux gérants, ou, si des Gérants de Catégorie A et des Gérants de Catégorie B sont nommés, par la signature conjointe d'un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B, ou par la ou les signature(s) individuelles ou conjointes de toute(s) personne(s) à qui de tels pouvoirs de signature ont été valablement délégués conformément à l'article 8.2. des Statuts.

**Art. 11. Responsabilités des gérants.** Les gérants ne contractent à raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société, dans la mesure où ces engagements sont pris en conformité avec les Statuts et les dispositions de la Loi.

#### IV. Résolutions de l'associé unique

##### Art. 12. Pouvoirs, droits de vote et forme.

12.1. L'associé unique exerce tous les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des associés.

12.2. L'associé unique pourra se faire représenter en désignant par écrit, soit par lettre, télégramme, télex, télécopie ou courrier électronique une autre personne comme mandataire.

12.3. Vu que la Société n'aura pas plus d'un associé, les décisions de l'associé unique pourront être prises par écrit, conformément à l'article 193 de la Loi.

12.4. Toute modification des statuts devra être décidée par l'associé unique.

#### V. Comptes annuels - Affectation des bénéfices

##### Art. 13. Exercice social et bilan.

13.1. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente-et-un décembre de la même année.

13.2. Chaque année, à la fin de l'exercice social de la Société, le conseil de gérance dresse le bilan et le compte des profits et pertes de la Société ainsi qu'un inventaire indiquant la valeur des actifs et passifs de la Société avec une annexe résumant tous les engagements de la Société et les dettes des gérants, auditeur(s) (s'il y en a) et de l'associé unique envers la Société.

13.3. L'associé unique peut prendre connaissance de l'inventaire, du bilan et du rapport du (des) commissaire(s) aux comptes, s'il y en a, au siège social de la Société.

##### Art. 14. Affectation des bénéfices.

14.1. Cinq pour cent (5%) des bénéfices nets annuels de la Société seront affectés à la réserve requise par la loi. Cette affectation cessera d'être exigée dès que la réserve légale aura atteint dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

14.2. L'associé unique décide de l'affectation du solde des bénéfices. Il peut décider d'affecter de tels bénéfices au paiement d'un dividende, affecter de tels bénéfices à un compte de réserve ou reporter de tels bénéfices.

14.3. Des dividendes intérimaires peuvent être distribués, à tout moment, aux conditions suivantes:

(i) un état des comptes est établi par le conseil de gérance de la Société;

(ii) cet état des comptes montre que des bénéfices et autres réserves (incluant l'Apport en Capitaux Propres et la prime d'émission) suffisants sont disponibles pour une distribution; étant entendu que le montant à distribuer ne peut excéder le montant des bénéfices réalisés depuis la fin du dernier exercice social, augmenté par les bénéfices reportés et les réserves distribuables mais réduit par les pertes reportées et les sommes à affecter à la réserve légale;

(iii) la décision de payer des dividendes intérimaires est adoptée par le conseil de gérance et par l'associé unique dans les deux mois (2) suivant la date de l'arrêté des comptes;

- (iv) les droits des créanciers de la Société ne sont pas menacés, en tenant compte des capitaux de la société; et
- (v) si les dividendes intérimaires payés excèdent les bénéfices distribuables à la fin de l'exercice social, l'associé unique doit reverser l'excédent à la Société.

## VI. Dissolution - Liquidation

### Art. 15. Dissolution - Liquidation.

15.1. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par résolution de l'associé unique qui fixera leurs pouvoirs et rémunération. Sauf disposition contraire prévue dans la résolution de l'associé unique ou par la loi, les liquidateurs seront investis des pouvoirs les plus étendus pour la réalisation des actifs et le paiement des dettes de la Société.

15.2. Le boni de liquidation résultant de la réalisation des actifs et après paiement des dettes de la Société sera distribué à l'associé unique.

## VII. Disposition générale

**Art. 16. Disposition générale.** Pour tous les points non expressément prévus aux présents Statuts, il est fait référence aux dispositions légales de la Loi.»

### *Troisième résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société d'un montant de EUR 263.201 (deux cent soixante-trois mille deux cent un euros) afin de porter le capital social de la Société de son montant actuel au montant de EUR 275.701 (deux cent soixante-quinze mille sept cent un euros) par l'émission des Nouvelles Parts Sociales.

### *Quatrième résolution*

L'Associé Unique décide d'accepter et d'enregistrer la souscription des Nouvelles Parts Sociales de la Société décidée par la résolution ci-dessus et le paiement intégral des Nouvelles Parts Sociales comme suit:

### *Souscription - Libération*

L'Associé Unique décide de souscrire aux Nouvelles Parts Sociales et de la libérer intégralement au moyen d'un apport en nature d'un montant total de EUR 26.320.073 (vingt-six millions trois cent vingt mille soixante-treize euros), consistant en une créance détenue par l'Associé Unique d'une valeur de EUR 26.320.073 (vingt-six millions trois cent vingt mille soixante-treize euros) (l'Apport).

La valeur totale de l'Apport d'un montant de EUR 26.320.073 (vingt-six millions trois cent vingt mille soixante-treize euros) sera allouée comme suit:

(1) un montant de EUR 263.201 (deux cent soixante-trois mille deux cent un euros) sera alloué au compte capital social de la Société; et

(2) un montant de EUR 26.056.872 (vingt-six millions cinquante-six mille huit cent soixante-douze euros) sera alloué au compte de prime d'émission de la Société.

La valeur de l'Apport est certifiée par un certificat émis par la Société et l'Associé Unique (le Certificat) qui confirme inter alia que la valeur de l'Apport est au moins égale à EUR 26.320.073 (vingt-six millions trois cent vingt mille soixante-treize euros).

Une copie du Certificat, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de l'Associé Unique et par le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

### *Cinquième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le premier paragraphe de l'article 5 des Statuts afin de refléter l'augmentation de capital social et l'émission des Nouvelles Parts Sociales, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

### " Art. 5. Capital.

5.1. Le capital social de la Société est établi à 275.701 EUR (deux cent soixante-quinze mille sept cent un euros), représenté par 275.701 (deux cent soixante-quinze mille sept cent une) parts sociales ordinaires chacune ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) et ayant leurs droits et obligations tels qu'établis dans les présents Statuts (les Parts Sociales).

5.2. Le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit une seule ou plusieurs fois par résolution de l'associé unique adoptée selon les formes requises pour la modification de ces Statuts. L'associé unique pourra créer autant de catégories de parts sociales supplémentaires que la Société le requière dans le cadre de son activité d'investissement.

5.3. L'associé unique peut effectuer des apports à la Société en capitaux propres, et sauf indication contraire des présents Statuts, et les montants ainsi apportés seront librement distribuables. Apport en Capitaux Propres signifie les montants (a) apportés par l(es) associé(s) à la Société sans qu'aucune part sociale ne soit émise en contrepartie, et (b) alloués aux comptes de la Société, au compte d'apports en capitaux propres (compte 115 «apports en capitaux propres non rémunéré par des titres» du plan comptable normalisé du Luxembourg du 10 juin 2009)."

*Sixième résolution*

L'Associé Unique décide de modifier le registre des parts sociales de la Société afin d'y refléter les modifications ci-dessus, et donne pouvoir et autorité à tout gérant de la Société et tout employé de Alter Domus (Luxembourg) S.à r.l. afin de procéder, sous sa seule signature et pour le compte de la Société, à l'inscription de l'émission des Nouvelles Parts Sociales de la Société dans ledit registre de la Société, de le signer et d'accomplir toutes autres formalités qui pourraient être requises dans le cadre des résolutions ci-dessus.

*Evaluation des frais*

Le montant des frais liés au présent acte s'élève à approximativement sept mille Euros (7.000.- EUR).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare que le mandataire de l'Associé Unique l'a requis de documenter le présent acte en langue anglaise, suivi d'une version française. A la demande du mandataire de l'associé unique, en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, à la date indiqué en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire de l'Associé Unique, qui est connu du notaire par son prénom, nom de famille, état civil et lieu de résidence, celui-ci signe le présent acte avec le notaire soussigné.

Signé: R. GALIOTTO et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 16 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/40198. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur (signé): P. MOLLING.*

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 2 février 2016.

Référence de publication: 2016061662/538.

(160022239) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 février 2016.

**BPL Holdco S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 150.000,00.**

Siège social: L-2449 Luxembourg, 26A, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 197.288.

In the year two thousand and sixteen, on the third day of February,

Before the undersigned, Maître Danielle KOLBACH, notary residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED

I. OCM Luxembourg EPF III BPL Holdings S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.281 (the "Sole Shareholder"),

here represented by Sara Lecomte, private employee, residing in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy, given privately to her.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

II. Such appearing party is the sole shareholder of BPL Holdco S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 26A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.288 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of Maître Jean SECKLER, notary residing in Junglinster, Grand Duchy of Luxembourg, dated 28 May 2015, whose articles of incorporation (the "Articles") have been published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the "Mémorial") on 28 July 2015, number 1892, page 90808. The Articles have not been amended yet.

III. The appearing party representing the whole corporate capital requires the notary to act the following resolutions taken in accordance with the provisions of article 200-2 of the Luxembourg law on commercial companies of 10 August 1915, as amended, pursuant to which a sole shareholder of a société à responsabilité limitée shall exercise the powers of the general meeting of shareholders of the Company and the decisions of the sole shareholder are recorded in minutes or drawn up in writing:

*First resolution*

The Sole Shareholder resolves to increase the share capital of the Company by an amount of one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-) in order to raise it from its current amount of twelve thousand five hundred

Euro (EUR 12,500.-) to one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-) by creating and issuing one hundred thirty-seven thousand five hundred (137,500) shares of one Euro (EUR 1.-) each (the "New Shares"), having such rights and obligations as set forth in the Articles as amended pursuant to the resolution below.

#### *Subscription and payment*

The Sole Shareholder, holding all the shares of the Company, declares to subscribe and fully pay in for the New Shares for a total issue price of one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-) by capitalising one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-) that the Sole Shareholder contributed to the account 115 (under the Luxembourg Standard Chart of Accounts) of the Company ("Apport en capitaux propres non rémunérés par des titres" - the "115 Account") to the share capital of the Company (the "Contribution").

As it appears from the valuation report presented to the undersigned notary, the management of the Company has valued the above-mentioned Contribution at one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-), which in the reasonable belief of the management of the Company (i) constitutes a fair and reasonable valuation of the Contribution and (ii) is at least equal to the nominal value of the New Shares to be issued in exchange.

The amount of one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-) is entirely allocated to the share capital of the Company, thus reducing the 115 Account of the Company by an amount of one hundred thirty-seven thousand five hundred Euro (EUR 137,500.-).

The proof of the existence and of the value of the Contribution has been produced to the undersigned notary.

#### *Second resolution*

The Sole Shareholder resolves to amend article 5.1 of the Articles of the Company so as to reflect the above decision, which shall read as follows:

" **5.1.** The Company's corporate capital is fixed at one hundred fifty thousand Euro (EUR 150,000.-) represented by one hundred fifty thousand (150,000) shares in registered form with a nominal value of one Euro (EUR 1.-) each, all subscribed and fully paid-up."

#### IV. Costs and Expenses

The costs, expenses, remuneration or charges of any form whatsoever incumbent to the Company and charged to it by reason of the present deed are assessed at one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Whereof the present deed is drawn up in Redange-sur-Attert on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who speaks and understands English, states herewith that the present deed is worded in English, followed by a French version; on request of the Sole Shareholder and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party known to the notary by his name, first name, civil status and residence, the proxyholder of the Sole Shareholder signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le troisième jour du mois de février.

Par-devant le notaire soussigné, Maître Danielle KOLBACH, résidant à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

#### A COMPARU

I. OCM Luxembourg EPF III BPL Holdings S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 26A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.281 (l'"Associé Unique").

ici représentée par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement à Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration sous seing privé lui-délivrée.

Laquelle procuration restera, après avoir été signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et le notaire instrumentant, annexée aux présentes pour être enregistrées avec elles.

II. Laquelle partie comparante est l'associé unique de BPL Holdco S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège au 26A, Boulevard Royal, L - 2449 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.288 (la "Société"), constituée par un acte notarié de Maître Jean SECKLER, notaire résidant à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 28 mai 2015, dont les statuts (les "Statuts") ont été publiés au Mémorial C, Recueil des Sociétés et des Associations (le "Mémorial") le 28 juillet 2015, numéro 1892, page 90808. Les Statuts n'ont pas encore été modifiés.

III. La partie comparante représentant l'intégralité du capital social a requis le notaire d'acter les résolutions suivantes prises conformément aux dispositions de l'article 200-2 de la loi luxembourgeoise sur les sociétés commerciales du 10 août 1915, telle que modifiée, selon laquelle un associé unique d'une société à responsabilité limitée pourra exercer les pouvoirs

de l'assemblée générale des associés de la Société et les décisions de l'associé unique seront enregistrées dans un procès-verbal ou prises par écrit:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 137.500,-) de façon à le porter de son montant actuel de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) par la création et l'émission de cent trente-sept mille cinq cents (137.500) parts sociales ayant une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune (les "Nouvelles Parts Sociales"), ayant les droits et obligations énoncés dans les Statuts, tel que modifiés conformément à la résolution ci-dessous.

*Souscription et libération*

L'Associé Unique, détenant la totalité des parts sociales de la Société, déclare souscrire à et entièrement libérer les Nouvelles Parts Sociales pour un prix total d'émission de cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 137.500,-) par capitalisation de cent trente-sept mille et cinq cents euros (EUR 137.500,-) que l'Associé Unique apporte au compte 115 (conformément au Plan Comptable Normalisé luxembourgeois) de la Société (Apport en capitaux propres non rémunérés par des titres - le "Compte 115") au capital social de la Société (l' "Apport").

Tel qu'il en ressort du rapport d'évaluation présenté au notaire soussigné, la gérance de la Société a évalué l'Apport mentionné ci-dessus à cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 137.500,-), qui dans la croyance raisonnable de la gérance de la Société (i) constitue une juste et raisonnable évaluation de l'Apport et (ii) est au moins égal à la valeur nominale des Nouvelles Parts Sociales à émettre en échange.

Le montant de cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 137.500,-) est entièrement alloué au capital social de la Société, et réduit donc le Compte 115 de la Société d'un montant de cent trente-sept mille cinq cents euros (EUR 137.500,-).

La preuve de l'existence et de la valeur de l'Apport a été produite au notaire soussigné.

*Seconde résolution*

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5.1 des Statuts de la Société afin de refléter la décision ci-dessus, qui devra donc être lu comme suit:

" 5.1. Le capital social de la Société est fixé à cent cinquante mille euros (EUR 150.000,-) représenté par cent cinquante mille (150.000) parts sociales sous forme nominative d'une valeur nominale d'un euro (EUR 1,-) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées."

IV. Frais

Les coûts, dépenses, rémunérations ou charges de toutes sortes qui devront être supportées par la Société suite au présent acte sont estimés approximativement à mille cinq cents euros (EUR 1.500,-).

Dont acte, le présent acte a été fait et passé à Redange-sur-Attert, en date en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui a personnellement la connaissance de la langue anglaise, déclare que le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française; à la requête de l'Associé Unique et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

L'acte ayant été lu au mandataire de la partie comparante, connu du notaire par ses noms, prénoms, état civil et résidence, le mandataire de l'Associé Unique a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 04 février 2016. Relation: DAC/2016/1811. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016065798/131.

(160028467) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

**Colonnade Finance S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 36.232.637,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 20, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 181.305.

In the year two thousand and fifteen, on the second day of February,

Before Maître Danielle KOLBACH, Notary, residing in Redange-sur-Attert, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

"Fairfax (Barbados) International Corp.", a company existing under the laws of Barbados, having its registered office Worthing Corporate Centre, Worthing Main Road, Christ Church, BB15008, Barbados (the "Sole Member"),



here represented by Sara Lecomte, private employee, professionally residing in Redange-sur-Attert, by virtue of a proxy given under private seal on 26 January 2016.

The said proxy, initialled *ne varietur* by the appearing person and the notary, will remain attached to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

Such appearing party is the sole member of "Colonnade Finance S.à r.l.", a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under section B number 181.305 (the "Company"), pursuant to a notarial deed dated 24 October 2013, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 3182 on 13 December 2013. The articles of association of the Company were amended for the last time pursuant to a deed of Maître Danielle KOLBACH, Notary, residing in Redange-sur-Attert, Luxembourg, dated 17 November 2015, in process of publication in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, requested the undersigned notary to act that the agenda of the meeting is as follows:

#### *Agenda*

1. - Increase of the share capital of the Company by an amount of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five dollars of the United States of America (USD 10,627,705.-) in order to bring it from its present amount of twenty-five million six hundred four thousand nine hundred and thirty-two dollars of the United States of America (USD 25,604,932.-) to an amount of thirty-six million two hundred thirty-two thousand six hundred thirty-seven dollars of the United States of America (USD 36,232,637.-) and issue of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five (10,627,705) new ordinary shares, having a par value of one dollar of the United States (USD 1.-);

2. - Subscription by the sole shareholder of the Company of the new ordinary shares for a total subscription price of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five dollars of the United States of America (USD 10,627,705.-);

3. - Amendments to Article 8 of the articles of association of the Company to reflect the share capital increase.

The appearing party, represented as stated above, representing the entire share capital, takes the following resolutions:

#### *First resolution*

The Sole Member resolves to increase the share capital of the Company by an amount of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five dollars of the United States of America (USD 10,627,705.-) from its current amount of twenty-five million six hundred four thousand nine hundred and thirty-two dollars of the United States of America (USD 25,604,932.-), represented by twenty-five million five hundred seventy-five thousand eight hundred thirty-one (25,575,831) ordinary shares and twenty-nine thousand one hundred one (29,101) class B MRPS having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) each, up to an amount of thirty-six million two hundred thirty-two thousand six hundred thirty-seven dollars of the United States of America (USD 36,232,637.-) through the issue of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five (10,627,705) new ordinary shares, having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-).

#### *Second resolution*

It is decided to accept the subscription of all the new ordinary shares by Fairfax (Barbados) International Corp., pre-named.

#### *Intervention - Subscription - Payment*

Furthermore intervenes the aforementioned Fairfax (Barbados) International Corp., here represented by Sara Lecomte, by virtue of aforementioned proxy, which declares

(i) to subscribe for ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five (10,627,705) new ordinary shares, having a par value of one dollar of the United States of America (USD 1.-) and

(ii) to fully pay them up by payment in cash of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five dollars of the United States of America (USD 10,627,705.-), so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of ten million six hundred twenty-seven thousand seven hundred five dollars of the United States of America (USD 10,627,705.-), as was certified to the undersigned notary.

#### *Third resolution*

As a consequence of the above resolutions, it is decided to amend the first paragraph of Article 8 of the articles of association of the Company which shall henceforth read as follows.

“ **Art. 8.** The Company's capital is set at thirty-six million two hundred thirty-two thousand six hundred thirty-seven dollars of the United States of America (USD 36,232,637.-), represented by thirty-six million two hundred three thousand five hundred thirty-six (36,203,536) ordinary shares (the "Ordinary Shares") and twenty-nine thousand one hundred one (29,101) Class B mandatory redeemable preferred shares (the "Class B MRPS", being individually and collectively referred to as the "MRPS"), of one dollar of the United States of America (USD 1) each. The Ordinary Shares and the MRPS being individually referred to as a share and collectively to as the shares.”

There being no further business, the meeting is closed.

*Estimate of costs*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the Company as a result of the present deed, are estimated at approximately four thousand five hundred euros (EUR 4,500.-).

Whereof, this deed is drawn up in Redange-sur-Attert, on the day stated at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, upon request of the proxyholder of the appearing party, this deed is worded in English, followed by a French version; and upon request of the same proxyholder and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, said proxyholder appearing signed together with the notary this deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le deux février.

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU

«Fairfax (Barbados) International Corp.", une société existante selon les lois de Barbade, ayant son siège social à Worthing Corporate Centre, Worthing Main Road, Christ Church, BB15008, Barbados (l'«Associé Unique»),

dûment représenté par Sara Lecomte, employée privée, résidant professionnellement au Redange-sur-Attert, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé le 26 janvier 2016.

Ladite procuration, paraphée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités d'enregistrement.

Le comparant est l'associé unique de «Colonnade Finance S.à r.l.», une société à responsabilité limitée constituée et existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 20, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg section B sous le numéro 181.305 (la «Société»), suivant acte notarié du 24 octobre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations sous le numéro 3182 du 13 décembre 2013. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Luxembourg, en date du 17 novembre 2015, en cours de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, a demandé le notaire soussigné d'acter que l'ordre du jour de la réunion est le suivant:

*Ordre du jour:*

1. - Augmentation du capital social de la Société d'un montant de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq dollars des États-Unis d'Amérique (USD 10.627.705,-) afin de la porter de son montant actuel de vingt-cinq millions six cents quatre mille neuf cents trente-deux dollars des États-Unis d'Amérique (USD 25.604.932,-) à un montant de trente-six millions deux cent trente-deux mille six cent trente-sept dollars des États-Unis d'Amérique (USD 36.232.637,-) et émission de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq (10.627.705) nouvelles parts sociales ordinaires, d'un dollar des États-Unis d'Amérique (USD 1) chacune;

2. - Souscription par l'associé unique de la Société des nouvelles parts sociales ordinaires pour un prix de souscription total de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq dollars des États-Unis d'Amérique (USD 10.627.705,-);

3. - Modification de l'article 8 des statuts de la Société afin de rendre compte de l'augmentation de capital.

Le comparant, représenté comme indiqué ci-dessus, représentant l'intégralité du capital social, prend les résolutions suivantes:

*Première résolution*

L'Associé Unique décide d'augmenter le capital social de la Société par un montant de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq dollars des États-Unis d'Amérique (USD 10.627.705,-) pour le porter de son montant actuel de vingt-cinq millions six cents quatre mille neuf cents trente-deux dollars des États-Unis d'Amérique (USD 25.604.932,-), représenté par vingt-cinq millions cinq cent soixante-quinze mille huit cent trente et un (25.575.831) parts sociales ordinaires et vingt-neuf mille cent un (29.101) MRPS de catégorie B, d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis d'Amérique (USD 1,-), chacune à un montant de trente-six millions deux cent trente-deux mille six cent trente-sept dollars des États-Unis d'Amérique (USD 36.232.637,-), par l'émission de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq (10.627.705) nouvelles parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis d'Amérique (USD 1,-).

*Deuxième résolution*

Il est décidé d'accepter la souscription de la totalité des nouvelles parts sociales ordinaires par Fairfax (Barbados) International Corp., précitée,

*Intervention - Souscription - Libération*

Intervient ensuite aux présentes Fairfax (Barbados) International Corp., précitée, ici représentée par Sara Lecomte, prénommée, en vertu d'une procuration dont mention ci-avant; laquelle, par son représentant susnommé, a déclaré

(i) souscrire les dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq (10.627.705) nouvelles parts sociales ordinaires d'une valeur nominale d'un dollar des États-Unis d'Amérique (USD 1,-) et

(ii) les libérer intégralement en numéraire d'un montant total de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq dollars des États-Unis d'Amérique (USD 10.627.705,-), de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de dix millions six cent vingt-sept mille sept cent cinq dollars des États-Unis d'Amérique (USD 10.627.705,-) ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant.

*Troisième résolution*

Suite aux résolutions précédentes, l'Associé Unique décide de modifier le premier alinéa de l'article 8 des statuts de la Société pour lui donner la teneur suivante:

« **Art. 8.** Le capital social de la Société est fixé à trente-six millions deux cent trente-deux mille six cent trente-sept dollars des États-Unis d'Amérique (USD 36.232.637,-), représenté par vingt-cinq millions cinq cent soixante-quinze mille huit cent trente et un trente-six millions deux cent trois mille cinq cent trente-six (36.203.536) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), et vingt-neuf mille cent un (29.101) MRPS de catégorie B (les «MRPS de Catégorie B», qui seront individuellement et collectivement désignées comme les «MRPS»), d'un dollar des États-Unis d'Amérique (USD 1,-) chacune. Les Parts Sociales Ordinaires et les MRPS sont individuellement désignées comme une part sociale et collectivement comme les parts sociales.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

*Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de quatre mille cinq cents euros (EUR 4.500,-).

DONT ACTE, fait et passé à Redange-sur-Attert, date qu'en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française; et sur demande du même comparant et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite au mandataire du comparant, celui-ci a signé le présent acte ensemble avec le notaire.

Signé: S. LECOMTE, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch A.C., le 04 février 2016. Relation: DAC/2016/1812. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé):* Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande

Redange-sur-Attert, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016065835/154.

(160028356) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

**European Retail Income Venture II Feeder S.C.A., Société en Commandite par Actions.**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 21, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 134.907.

In the year two thousand and sixteen, on the fifth day of February.

Before us, Maître Cosita DELVAUX, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

was held

the extraordinary general meeting (the "Meeting") of shareholders of European Retail Income Venture II Feeder S.C.A., a société en commandite par actions existing under the laws of Luxembourg, having its registered office at 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.907, incorporated following a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing then in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 6 December 2007, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 28 January 2008 number 224 (the "Company"). The articles of association of the Company have been amended for the last time pursuant to a deed of Maître Gérard Lecuit, notary residing then in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, of 12 May 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1872 of 16 August 2011.

The Meeting was opened with Ms Christel Di Marco in the chair, professionally residing in Luxembourg (the "Chairman"), who appointed as secretary Ms Pascale Stammet, professionally residing in Luxembourg (the "Secretary"). The

Meeting elected as scrutineer Mr Christophe Daum, professionally residing in Luxembourg (the “Scrutineer”, and together with the Chairman and the Secretary, the “Board of the Meeting”).

The Board of the Meeting having thus been constituted, the Chairman declared and requested the undersigned notary to record the following:

I. The shareholders of the Company present or represented, the proxies of the represented shareholders and the number of their shares, all issued in registered form, are shown on an attendance list which, signed by the shareholders present, the proxyholders of the represented shareholders, the Board of the Meeting and the undersigned notary, shall remain annexed to this deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The proxies from the represented shareholders after having been initialled "ne varietur" by the appearing persons will also remain annexed to the present deed.

II. Pursuant to the attendance list, the whole share capital is present or represented and all the shareholders present or represented declare that they have had notice and got knowledge of the agenda prior to this Meeting.

III. The present Meeting is thus regularly constituted and could validly deliberate on all the items on the agenda.

IV. The agenda of the present Meeting is the following:

#### *Agenda*

1. Approval of the interim balance sheet dated 31 December 2015 as opening balance sheet of the liquidation.
2. Dissolution and liquidation of the Company.
3. Appointment of a liquidator and determination of its powers and duties.
4. Miscellaneous.

Having duly considered each item on the agenda, the Meeting unanimously takes, and requires the notary to enact, the following resolutions:

#### *First resolution*

The Meeting of shareholders resolves to approve the interim balance sheet of the Company dated 31 December 2015 as opening balance sheet of the liquidation.

#### *Second resolution*

In compliance with articles 141 to 151 of the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, (the “Law”) the Meeting resolves to dissolve and to put the Company into liquidation.

#### *Third resolution*

As a consequence of the preceding resolution, the Meeting resolves to appoint its general partner European Retail Venture II S.A., a société anonyme existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg and registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under number B 134.318 as liquidator of the Company (the “Liquidator”).

The Liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148bis of the Law.

The Liquidator is hereby expressly empowered to carry out all such acts as provided for by article 145 of the Law without requesting further authorisations of the general meeting of shareholders.

The Liquidator is relieved from drawing-up inventory and may refer to the accounts of the Company.

The Company will be bound by the sole signature of the Liquidator.

The Liquidator may, under its responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxyholders such powers as it determines and for the period as it thinks fit.

The Liquidator may distribute the Company’s assets to the shareholders in cash and/or in kind in its sole discretion. Such distribution may take the form of advance payments on future liquidation proceeds.

#### *Costs and expenses*

The costs, expenses, fees and charges of any kind which shall be borne by the Company as a result of this deed are estimated at EUR 1.100.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; on the request of the same appearing parties and in case of discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing parties, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder of the appearing parties signed together with the notary the present deed.

#### **Suit la traduction en français du texte qui précède**

L’an deux mille seize, le cinquième jour du mois de février.

Par-devant nous, Maître Cosita DELVAUX, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,  
s'est tenue

L'assemblée générale extraordinaire (l'«Assemblée») des actionnaires de European Retail Income Venture II Feeder S.C.A., une société en commandite par actions existant selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134.907 (la «Société») constituée suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg en date du 6 décembre 2007, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°224 en date du 28 janvier 2008 (la «Société»). Les statuts de la Société ont été modifiés la dernière fois suivant acte reçu par Maître Gérard Lecuit, notaire alors de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 12 mai 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n°1872 en date du 16 août 2011.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Mademoiselle Christel Di Marco, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Président»), qui nomme comme secrétaire Mademoiselle Pascale Stammel demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Secrétaire»). L'assemblée élit comme scrutateur Monsieur Christophe Daum, demeurant professionnellement à Luxembourg (le «Scrutateur», et ensemble avec le Président et le Secrétaire, le «Bureau de l'Assemblée»).

Le Bureau de l'Assemblée étant ainsi constitué, le président déclare et requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. Les actionnaires de la Société présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent, toutes sous forme nominative, sont renseignés sur une liste de présence, qui après signature par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, le Bureau de l'Assemblée et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphée "ne varietur" par les comparants, resteront également annexées au présent acte.

II. Il résulte de la liste de présence que l'intégralité du capital social est représentée et que tous les actionnaires présents ou représentés ont déclaré avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué avant l'Assemblée.

III. La présente Assemblée, réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur tous les points inscrits à l'ordre du jour.

IV. L'ordre du jour de la présente Assemblée est le suivant:

#### *Ordre du jour*

1. Approbation du bilan intérimaire en date du 31 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation;
2. Dissolution et liquidation de la Société;
3. Nomination d'un liquidateur et détermination de ses pouvoirs et de ses obligations;
4. Divers.

Après avoir dûment examiné chaque point figurant à l'ordre du jour, l'Assemblée adopte à l'unanimité et requiert le notaire instrumentant d'acter les résolutions suivantes:

#### *Première résolution*

L'Assemblée décide d'approuver le bilan intérimaire en date du 31 décembre 2015 comme bilan d'ouverture de la liquidation.

#### *Deuxième résolution*

Conformément aux articles 141 à 151 de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi»), l'Assemblée décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation.

#### *Troisième résolution*

En conséquence de la résolution qui précède, l'assemblée générale des actionnaires décide de nommer European Retail Venture II S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social situé au 21, Boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 134.318 en tant que liquidateur de la Société (le «Liquidateur»).

Le Liquidateur dispose des pouvoirs les plus étendus tels que prévus aux articles 144 à 148bis de la Loi.

Le Liquidateur est par la présente expressément autorisé à accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi sans devoir requérir des autorisations supplémentaires auprès de l'assemblée générale des actionnaires.

Le Liquidateur est dispensé de dresser un inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

La Société est engagée par la seule signature du Liquidateur.

Le Liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou déterminées, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dont il fixera l'étendue et la durée.

Le Liquidateur pourra distribuer, à sa discrétion, les actifs de la Société aux actionnaires en espèce et/ou en nature. Cette distribution pourra prendre la forme d'une avance sur le boni de liquidation.

*Frais et dépenses*

Le montant des frais, dépenses, honoraires et charges de toute nature qui incombe à la Société en raison de cet acte est évalué à environ EUR 1.100.

Dont acte, passé à Luxembourg, à la date figurant en tête des présentes.

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la demande des comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une traduction en français; et qu'à la demande des mêmes comparantes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

L'acte ayant été lu au mandataire des comparantes connues du notaire instrumentant par nom, prénom, et résidence, ledit mandataire des comparantes a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: C. DI MARCO, P. STAMMET, C. DAUM, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 08 février 2016. Relation: 1LAC/2016/4466. Reçu douze euros 12,00 €.

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 février 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016065931/143.

(160028256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

**WPP Luxembourg Germany Holdings 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: EUR 30.085.000,00.**

Siège social: L-2330 Luxembourg, 124, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 148.456.

In the year two thousand and sixteen, on the nineteenth day of January.

Before Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Was held

an extraordinary general meeting (the Meeting) of the sole shareholder of WPP Luxembourg Germany Holdings 2 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under the number B 148456 and having a share capital of EUR 30,085,000 (the Company), incorporated under Luxembourg law on 28 September 2009 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C - number 2077 of 20 October 2009 and whose articles of association (the Articles) have been amended several times and for the last time on 27 November 2012 pursuant to a deed of Maître Henri Hellinckx, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, published in the Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C- 133 on 18 January 2013.

THERE APPEARED:

WPP Luxembourg Germany Holdings 3 S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, with registered office at 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg, having a share capital of EUR 46,541,678 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (Registre de Commerce et des Sociétés) under the number B 157627 (the Sole Shareholder),

hereby represented by Aisling Murphy, lawyer, professionally residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

The power of attorney from the Sole Shareholder, after having been initialled ne varietur by the proxyholder acting on his name and on his behalf and by the undersigned notary, shall remain attached to the present deed to be filed with such deed with the registration authorities.

The Sole Shareholder, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to record the following:

I. that the Sole Shareholder holds all of the issued and subscribed share capital of the Company which is set at EUR 30,085,000 (thirty million eight-five thousand Euro) represented by 30,085,000 (thirty million eight-five thousand) shares, having a nominal value of EUR 1 (one Euro) each;

II. that the agenda of the Meeting is worded as follows:

1. Waiver of the convening notices;

2. Amendment to the dates of the financial year of the Company and
  3. Amendment to article 14 of the Articles in order to reflect the amendment under item (2) above;
- III. that the Meeting takes the following resolutions:

*First resolution*

The entirety of the share capital of the Company being represented at the Meeting, the Meeting waives the convening notices, the Sole Shareholder considering itself as duly convened and declaring having perfect knowledge of the agenda which has been communicated to it in advance.

*Second resolution*

The Meeting resolves to amend the dates of the financial year of the Company, as follows:

- 1) the financial year of the Company shall begin on the 1<sup>st</sup> of January rather than the 1<sup>st</sup> of December, and
- 2) the financial year of the Company shall close on the 31<sup>th</sup> of December of each year.

As a result thereof, the Meeting resolves that the financial year of the Company that started on the 1<sup>st</sup> of December 2015 has closed on the 31<sup>th</sup> of December 2015 rather than on the 30<sup>th</sup> of November 2016 as previously expected. A new financial year has therefore started on the 1<sup>st</sup> of January 2016 and shall close on the 31<sup>th</sup> December 2016.

*Third resolution*

The Meeting resolves to amend and hereby amend article 14 of the Articles in order to reflect the second resolution above, so that it shall henceforth read as follows:

" **Art. 14. Financial year.** The Company's financial year begins on 1 January and ends on 31 December of the each year."

*Estimate of costs*

The aggregate amount of the costs, expenditures, remunerations and expenses, in any form whatsoever, which the Company incurs or for which it is liable by reason of this notarial deed, is approximately EUR 1,300.-

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; at the request of the same appearing party, it is stated that, in case of any discrepancy between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof the present notarial deed is drawn up in Luxembourg on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, the proxyholder of the appearing party signed together with the notary the present original deed.

**Suit la traduction française du texte qui précède:**

L'an deux mille seize, le dix-neuf janvier.

Pardevant Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

S'est tenue

une assemblée générale extraordinaire (l'Assemblée) de l'associé unique de WPP Luxembourg Germany Holdings 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse in L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 148456 et ayant un capital social de 30.085.000 EUR (la Société), constituée sous la loi Luxembourgeoise le 28 septembre 2009 en vertu d'un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C -numéro 2077 du 20 octobre 2009 et dont les statuts (les Statuts) ont été modifiés pour la dernière fois le 27 novembre 2012 selon un acte de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, publié au registre de Commerce et des Sociétés C - 133 du 18 janvier 2013.

A COMPARU:

WPP Luxembourg Germany Holdings 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 124, Boulevard de la Pétrusse, L-2330 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg avec un capital social de 46.541.678 EUR et enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B157627 (l'Associé Unique),

ci-après représentée par Mlle Aisling Murphy, juriste, demeurant professionnellement à Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privé.

Ladite procuration, après avoir été paraphée ne varietur par le mandataire agissant en son nom et pour son compte et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec ledit acte auprès des autorités compétentes.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. que l'Associé Unique détient la totalité du capital social de la Société s'élevant à 30.085.000 EUR (trente millions quatre-vingt-cinq mille euros) représenté par 30.085.000 (trente millions quatre-vingt-cinq mille) parts sociales ordinaires, ayant une valeur nominale de 1 EUR (un euro) chacune;

II. que l'ordre du jour de l'Assemblée est libellé comme suit:

1. Renonciation aux formalités de convocation;
2. Modification des dates de l'année sociale de la Société; et
3. Modification de l'article 14 des Statuts en vue de refléter la modification sous le point 2. ci-dessus.

III. qu'après délibération l'Assemblée a pris les résolutions suivantes à l'unanimité:

#### *Première résolution*

L'intégralité du capital social de la Société étant représentée à l'Assemblée, l'Assemblée renonce aux formalités de convocation, l'Associé Unique se considère comme dûment convoqué et déclare avoir parfaite connaissance de l'ordre du jour qui lui a été communiqué à l'avance.

#### *Deuxième résolution*

L'Assemblée décide de modifier les dates de l'année sociale de la Société, comme suit:

- 1) l'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier, au lieu du 1<sup>er</sup> décembre, et
- 2) l'année sociale de la Société se termine le 31 décembre de la même année.

Par conséquent, l'Assemblée décide que l'année sociale de la Société qui a commencé le 1<sup>er</sup> décembre 2015 s'est terminée le 31 décembre 2015 au lieu du 30 novembre 2016 comme initialement prévu. L'année sociale de la Société qui a commencé le 1<sup>er</sup> janvier 2016 se terminera dès lors le 31 décembre 2016.

#### *Troisième résolution*

L'Assemblée décide de modifier l'article 14 des Statuts en vue de refléter la seconde résolution ci-dessous, de sorte qu'il aura la teneur suivante:

" **Art. 14. Année sociale.** L'année sociale de la Société commence le 1<sup>er</sup> janvier et se termine le 31 décembre de la même année."

#### *Estimation des coûts*

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société ou pour lesquels elle est responsable, en conséquence du présent acte, sont estimés approximativement à EUR 1.300.-

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête de cette même partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire, l'original du présent acte.

Signé: A. MURPHY et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg A.C.1, le 25 janvier 2016. Relation: 1LAC/2016/2328. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR).

*Le Receveur* (signé): P. MOLLING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 12 février 2016.

Référence de publication: 2016065663/127.

(160027660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 février 2016.

#### **Gonlux, Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-3871 Schiffange, 13, rue de la Paix.

R.C.S. Luxembourg B 203.869.

#### — STATUTS

L'an deux mille seize, le deux février.

Par-devant, Maître Marc LECUIT, notaire de résidence à Mersch.

#### ONT COMPARU

1. Monsieur Juliaan HUYGEN, gérant de société, né à Herentals (Belgique) le 23 juillet 1952, demeurant à L-9709 Clervaux, 8A, rue Brooch,



ici représenté par Monsieur Gérard LUSATTI, administrateur de société, né le 1<sup>er</sup> mai 1976 à Villerupt (France), demeurant à F-57390 Audun-Le-Tiche (France), 6, rue Robert Krüger, en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

2. Madame Géraldine SMETS, secrétaire, née à Herentals (Belgique) le 5 janvier 1951, demeurant à L-9709 Clervaux, 8A, rue Brooch,

ici représentée par Monsieur Gérard LUSATTI, pré-qualifié, en vertu d'une procuration sous seing privé à lui délivrée.

Lesquelles procurations, après avoir été paraphées «ne varietur» par le notaire instrumentant et le mandataire des Comparants, resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

Ci-après dénommés collectivement les «Comparants».

Lesquels Comparants ont requis le notaire instrumentant de documenter, ainsi qu'il suit, les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'ils entendent constituer comme suit:

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé une société à responsabilité limitée qui sera régie par les lois relatives à une telle entité (ci-après la «Société») et en particulier la loi du 10 août 1915 relative aux sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après la «Loi»), ainsi que par les statuts de la Société (ci-après les «Statuts»).

**Art. 2.** La société a pour objet principal la prestation de services commerciaux et administratifs.

Elle pourra en outre accomplir toutes opérations mobilières et immobilières, commerciales, industrielles ou financières, ainsi que toutes transactions et opérations de nature à promouvoir et faciliter directement ou indirectement la réalisation de l'objet social ou son extension.

Elle pourra emprunter, hypothéquer ou gager ses biens, ou se porter caution, au profit d'associés, d'entreprises liées, de sociétés liées ou de tiers liés.

La Société exercera son activité tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 3.** La Société est constituée pour une durée illimitée.

**Art. 4.** La Société prendra la dénomination «GONLUX».

**Art. 5.** Le siège social est établi dans la commune de Schifflange.

Il peut être transféré en tout autre endroit du Grand-Duché de Luxembourg par une simple délibération de l'assemblée générale extraordinaire des associés délibérant comme en matière de modification des Statuts.

L'adresse du siège social peut-être déplacée à l'intérieur de la commune par simple décision du gérant, ou en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société peut avoir des bureaux, agences et des succursales tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.- EUR) représenté par CENT (100) parts sociales d'une valeur nominale de CENT VINGT-CINQ EUROS (125.- EUR) chacune.

**Art. 7.** Le capital social de la Société peut être modifié à tout moment par une décision des associés.

**Art. 8.** Chaque part sociale donne droit à une fraction des actifs et bénéfices de la Société, en proportion directe avec le nombre des parts sociales existantes.

**Art. 9.** Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

**Art. 10.** Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles à des tiers que moyennant l'application de ce qui est prescrit par l'article 189 de la Loi.

**Art. 11.** La Société ne sera pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

**Art. 12.** La Société est gérée par un ou plusieurs gérants.

Si plusieurs gérants sont nommés, ils constitueront un conseil de gérance.

Le(s) gérants ne sont pas obligatoirement associés.

Le(s) gérant(s) est(sont) révocables ad nutum.

Dans les rapports avec les tiers, le(s) gérant(s) aura(ont) tous pouvoirs pour agir au nom de la Société et pour effectuer et approuver tous actes et opérations conformément à l'objet social et pourvu que les termes du présent article aient été respectés.

Tous les pouvoirs non expressément réservés à l'assemblée générale des associés par la Loi ou les présents Statuts seront de la compétence du gérant et en cas de pluralité de gérants, du conseil de gérance.

La Société sera engagée par la seule signature du gérant unique et en cas de pluralité de gérants, l'assemblée générale fixe le pouvoir de signature.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, peut subdéléguer une partie de ses pouvoirs pour des tâches spécifiques à un ou plusieurs agents ad hoc.

Le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, déterminera les responsabilités et la rémunération (s'il en est) de ces agents, la durée de leurs mandats ainsi que toutes autres conditions de leur mandat.

En cas de pluralité de gérants, les résolutions du conseil de gérance seront adoptées à la majorité des gérants présents ou représentés.

**Art. 13.** Le ou les gérants ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société.

**Art. 14.** L'associé unique exerce tous pouvoirs qui lui sont conférés par l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient.

Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre des parts détenues par lui.

Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles soient adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts de la Société ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

**Art. 15.** L'année sociale commence le premier (1<sup>er</sup>) janvier et se termine le trente-et-un (31) décembre.

**Art. 16.** Chaque année, au trente-et-un décembre (31), les comptes de la Société sont établis et le gérant, ou en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaires et bilan au siège social.

**Art. 17.** Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges, constituent le bénéfice net.

Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve jusqu'à ce que celui-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social.

Le solde des bénéfices nets peut être distribué aux associés en proportion avec leur participation dans le capital de la Société.

**Art. 18.** Au moment de la dissolution de la Société, la liquidation sera assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés qui détermineront leurs pouvoirs et rémunérations.

**Art. 19.** Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les présents Statuts, il est fait référence à la Loi.

#### *Souscription et libération*

Les parts sociales ont été toutes souscrites de la manière suivante:

1) Monsieur Juliaan HUYGEN, pré-qualifié, .....	20 parts sociales
2) Madame Géraldine SMETS, pré-qualifiée, .....	80 parts sociales
TOTAL .....	100 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées en numéraire de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12.500.- EUR) est à la libre disposition de la Société ainsi qu'il a été prouvé au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commence au jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

#### *Frais*

Les Comparants ont évalué le montant des frais, dépenses, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution à environ MILLE CENT EUROS (1.100.- EUR).

#### *Avertissement*

L'attention des Comparants a été expressément attirée par le notaire instrumentant sur la nécessité d'obtenir des autorités compétentes les autorisations requises afin d'exercer les activités telles que décrites à l'article 2 des présents Statuts.

*Assemblée générale extraordinaire*

Et aussitôt les associés, représentant l'intégralité du capital social et se considérant comme dûment convoqués, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire et ont pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

1) Est nommé gérant de la Société et ce, pour une durée indéterminée:

- Monsieur Juliaan HUYGEN, pré-qualifié.

La Société sera engagée en toutes circonstances par sa seule signature.

2) L'adresse de la Société est fixée à L-3871 Schiffflange, 13, rue de la Paix.

DONT ACTE, fait et passé Beringen, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au mandataire des Comparants, connu du notaire par nom, prénom, état et demeure, ce dernier a signé le présent acte avec le notaire.

Signé: G. LUSATTI, M. LECUIT.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 3 février 2016. Relation: 2LAC/2016/2517. Reçu soixante quinze euros 75,00 €.

*Le Receveur (signé): A. MULLER.*

POUR COPIE CONFORME

Beringen, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016066016/131.

(160028447) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

**Fedelia-Immo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 203.874.

—  
STATUTS

L'an deux mille seize, le cinq février.

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette.

A comparu:

Monsieur Frédéric DALLAMICAUX, né le 21 novembre 1975 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à F-54650 Saulnes (France), 7, Clos du Château,

agissant en son nom personnel et pour compte de Madame Céline BOLIS, née le 5 septembre 1973 à Villerupt (France), demeurant à F-54650 Saulnes (France), 7, Clos du Château.

en vertu d'une procuration lui donnée sous seing privé,

laquelle procuration après avoir été signée "ne varietur" par le comparant agissant en sa dite qualité et le notaire instrumentant demeurera annexée aux présentes pour être soumis ensemble aux formalités de l'enregistrement.

Lequel comparant a arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée à constituer.

**Art. 1<sup>er</sup>.** Il est formé par les présentes une société à responsabilité limitée sous la dénomination de: "FEDELIAIMMO S.à.r.l."

**Art. 2.** Le siège social est établi à Soleuvre.

Il pourra être transféré en tout autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision de l'associé.

**Art. 3.** La société a pour objet la prestation de services, conseil en immobilier, assurance qualité dans l'immobilier.

La société a également pour objet l'achat, la vente, la mise en location, l'administration et la mise en valeur sous quelque forme que ce soit de biens immobiliers situés au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger,

ainsi que toutes opérations commerciales ou financières, immobilières ou mobilières qui s'y rattachent directement ou indirectement.

La société pourra se servir de collaborateurs internes, conseillers, organisateurs ou animateurs externes qu'elle recrutera, engagera, honorera pour assurer la réalisation de tout ou partie de son objet social. Elle pourra s'associer ou représenter des personnes physiques ou morales poursuivant le même objet.

Elle peut également prendre des participations dans des sociétés ayant un objet identique ou en général faire toute les opérations ayant un rapport quelconque avec son objet ou pouvant en faciliter la réalisation.

La société a également pour objet toutes opérations ou transactions financières, notamment d'investissement ou à caractère commercial, ainsi que toutes prestations de services et commerce de tous produits manufacturés et de services, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Elle peut réaliser son objet directement ou indirectement en nom propre ou pour compte de tiers, seule ou en association en effectuant toute opération de nature à favoriser.

**Art. 4.** La durée de la société est illimitée.

**Art. 5.** L'année sociale commence le premier janvier et finit le trente-et-un décembre de chaque année.

Chaque année, le trente-et-un décembre les comptes annuels sont arrêtés et la gérance dresse inventaire comprenant l'indication des valeurs actives et passives de la société ainsi qu'un bilan et un compte de pertes et de profits.

**Art. 6.** Le capital social est fixé à la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500.-), représenté par CENT (100) parts sociales de CENT VINGT-CINQ EUROS (EUR 125.-) chacune.

**Art. 7.** Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle dans l'actif social et dans les bénéfices.

**Art. 8.**

a) La cession entre vifs:

Tant que la société ne comprendra qu'un associé, celui-ci sera libre de céder tout ou partie des parts à qui il entend.

En présence de plusieurs associés, et pour toutes cessions de parts sociales, les associés bénéficieront d'un droit de préemption.

b) La transmission pour cause de mort:

Le décès de l'associé unique n'entraîne pas la dissolution de la société. Si l'associé unique n'a laissé aucune disposition de dernière volonté concernant l'exercice des droits afférents aux parts sociales, lesdits droits seront exercés par les héritiers et légataires régulièrement saisis ou envoyés en possession, proportionnellement à leurs droits dans la succession. Jusqu'au partage des-dites parts ou jusqu'à la délivrance de legs portant sur celles-ci.

Pour le cas où il y aurait des parts sociales non proportionnellement partageables, lesdits héritiers et légataires auront l'obligation pour lesdites parts sociales de désigner un mandataire.

En présence de plusieurs associés, les parts sociales peuvent être transmises pour cause de mort à des non-associés que moyennant l'agrément des propriétaires des parts sociales représentant les trois quarts des droits appartenant aux survivants.

Pour le surplus, les articles 189 et 190 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée, sont applicables.

**Art. 9.** La société est administrée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, choisis par l'associé qui fixe les pouvoirs. Ils peuvent être à tout moment révoqués par décision de l'associé.

A moins que l'associé n'en décide autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la société en toutes circonstances.

Les associés sont habilités à instituer des succursales partout, selon qu'il appartiendra, aussi bien dans le Grand-Duché qu'à l'étranger.

**Art. 10.** Simples mandataires de la société, le ou les gérants ne contractent en raison de leur fonctions aucune obligation personnelle relativement à celles-ci, ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

**Art. 11.** Chaque année, au dernier jour de décembre, il sera dressé un inventaire de l'actif et du passif de la société.

Le bénéfice net constaté, déduction faite des frais généraux, traitements et amortissements, sera réparti de la façon suivante:

- cinq pour cent (5%) pour la constitution d'un fonds de réserve légal, jusqu'à ce que celui-ci ait atteint le dixième du capital social et ce, dans la mesure des dispositions légales,
- le solde restera à la libre disposition des associés

**Art. 12.** En cas de dissolution de la société, la liquidation sera faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, désignés par l'associé.

**Art. 13.** Pour tous les points non prévus expressément dans les présents statuts, la partie s'en réfère aux dispositions légales.

#### *Disposition transitoire*

Le premier exercice social commencera le jour de la constitution et se terminera le trente-et-un décembre deux mille seize (31.12.2016).

#### *Souscription et libération*

Toutes les parts sont souscrites en numéraire par les associés comme suit:

- M. Frédéric DALLAMICAUX préqualifié . . . . .	50 parts
- Mme. Céline BOLIS préqualifiée . . . . .	50 parts
TOTAL: . . . . .	<u>100 parts</u>

Les associés déclarent que toutes les parts sociales souscrites sont intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (EUR 12.500,-) se trouve dès-à-présent à la libre disposition de la société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

*Assemblée générale extraordinaire*

Les associés, agissant en lieu et place de l'assemblée générale, prennent les résolutions suivantes:

Est nommé gérant unique de la société pour une durée indéterminée:

Monsieur Frédéric DALLAMICAUX, né le 21 novembre 1975 à Mont-Saint-Martin (France), demeurant à F-54650 Saulnes (France), 7, Clos du Château.

La société est valablement engagée en toutes circonstances par la signature du gérant unique.

2. Le siège social de la société est établi à l'adresse suivante: L-4440 Soleuvre, 125A, rue d'Esch.

Le notaire instrumentant a rendu attentif les comparants au fait qu'avant toute activité commerciale de la société présentement fondée, celle-ci doit être en possession d'une autorisation de commerce en bonne et due forme en relation avec l'objet social, ce qui est expressément reconnu par les comparants.

*Estimation des frais*

Le montant des charges, frais, dépenses, ou rémunérations, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution est évalué sans nul préjudice à environ mille deux cents euros (EUR 1.200,-).

Dont acte, fait et passé à Esch-sur-Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, les comparants ont signé avec moi, notaire, la présente minute.

signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Frédéric Dallamicaux, Moutrier Blanche.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 09 février 2016. Relation: EAC/2016/3537. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

*Le Receveur (signé): A. Santioni.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 15 février 2016.

Référence de publication: 2016065957/114.

(160028584) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 février 2016.

**LBREP II IHG S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.

R.C.S. Luxembourg B 153.313.

In the year two thousand and fifteen, on the seventh of December.

Before Us, Maître Roger Arrensdorff, notary, residing in Luxembourg.

There appeared:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, a private limited liability company (société à responsabilité limitée) with status of a SICAR (société d'investissement en capital à risque) with variable share capital, incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2, avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 106.232;

here represented by Ms. Perrine Tossut, employee, with professional address at 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, by virtue of a power of attorney established on 7 December 2015.

The said proxy, signed "ne varietur" by the person appearing and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing party, through its proxyholder, has requested the undersigned notary to state that:

I. The appearing party is the sole shareholder of the private limited liability company ("société à responsabilité limitée") existing in Luxembourg under the name of "LBREP II IHG S.à r.l.", having its registered office at 2 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register, section B, under number 153.313, incorporated by a deed of Maître Joseph Elvinger on 7 May 2010, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations no 1455 dated July 15<sup>th</sup>, 2010.

II. The Company's share capital is fixed at twelve thousand five hundred Euros (EUR 12,500,-) represented by ten thousand (10,000) shares with a nominal value of one Euro and twenty-five cents Euro (EUR 1,25,-) each.

III. The sole shareholder resolves to dissolve the Company anticipatively and to put it into liquidation.

IV. The sole shareholder resolves to appoint Mr. Christophe MATHIEU, Belgian Citizen, born on 18 January 1978 in Verviers (Belgium), having his professional address at 2 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, as liquidator of the Company.

The liquidator has the most extended powers as provided by articles 144 to 148 bis of the Luxembourg companies law. He may carry out all the deeds provided by article 145 without previous general meeting authorization if required by law.

All powers are granted to the liquidator to represent the Company for all operations being a matter of liquidation purpose to realise the assets, to discharge all liabilities and to distribute the net assets of the Company to the sole shareholder, in kind or in cash.

The said person may in particular, without the following enumeration being limitative, sell, exchange and alienate all either movable or immovable properties and all related rights, and alienate the said property or properties if the case arises, grant release with waiver of all chattels, charges, mortgages and actions for rescission, of all registrations, entries, garnishments and attachments, absolve the registrar of mortgages from automatic registration, accord all priorities of mortgages and of charges, concede priorities of registration, make all payments even if they are not ordinary administrative payments, remit all debts, compound and compromise on all matters of interest to the Company, extend all jurisdictions, and renounce remedies at law or acquired rights of prescription.

V. The sole shareholder resolves to give full discharge to the members of the Board of Managers of the Company for the accomplishment of their mandate unless the liquidation reveals faults in the execution of their duty.

#### *Expenses*

The expenses, costs, remuneration or charges in any form whatsoever which will be borne by the Company as a result of the present sole shareholder's meeting are estimated at [approximately seven hundred Euro (EUR 700.-)].

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation.

On request of the same appearing person and in case of divergence between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarised deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxyholder of the person appearing, who is known to the notary by his Surname, Christian name, civil status and residence, he signed together with Us, the notary, the present original deed.

#### **Suit la traduction en langue française du texte qui précède**

L'an deux mille quinze le sept décembre.

Par-devant Maître Roger Arrensdorff, notaire de résidence à Luxembourg.

A comparu:

LBREP II Europe S.à r.l., SICAR, une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois ayant le statut de SICAR (société d'investissement en capital à risque) à capital variable, dont le siège social est au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, et immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 106.232;

ici représentée par Madame Perrine Tossut, employée privée, ayant son adresse professionnelle au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée le 7 décembre 2015. Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée en même temps.

Lequel comparant, par son mandataire, a requis le notaire instrumentant d'acter que:

I. Le comparant est l'associé unique de la société à responsabilité limitée établie à Luxembourg sous la dénomination "LBREP II IHG S.à r.l." (la "Société"), ayant son siège social au 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 153.313 constituée suivant acte de Maître Joseph Elvinger reçu en date du 7 mai 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations n o 1455 du 15 juillet 2010.

II. Le capital social est fixé à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,-) représenté par dix mille (10.000) parts sociales d'une valeur nominale de un euro et vingt-cinq centime (EUR 1,25) chacune.

III. L'associé unique décide la dissolution anticipée de la Société et sa mise en liquidation volontaire.

IV. L'associé unique décide de nommer M. Christophe MATHIEU, de nationalité belge, né le 18 janvier 1978 à Verviers (Belgique), ayant son adresse professionnelle au 2 Avenue Charles de Gaulle, L-1653 Luxembourg, comme liquidateur de la Société.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus prévus par les articles 144 à 148bis de la loi sur les sociétés commerciales. Il peut accomplir les actes prévus à l'article 145 sans recourir à l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où elle est requise.

Pouvoir est conféré au liquidateur de représenter la Société pour toutes opérations pouvant relever des besoins de la liquidation, de réaliser l'actif, d'apurer le passif et de distribuer les avoirs nets de la Société aux associés, en nature ou en numéraire.

Il peut notamment, et sans que l'énumération qui suit soit limitative, vendre, échanger et aliéner tous biens tant meubles qu'immeubles et tous droits y relatifs; donner mainlevée, avec renonciation à tous droits réels, privilèges, hypothèques et actions résolutoires, de toutes inscriptions, transcriptions, mentions, saisies et oppositions; dispenser le conservateur des hypothèques de prendre inscription d'office; accorder toutes priorités d'hypothèques et de privilèges; céder tous rangs d'inscription; faire tous paiements, même s'ils n'étaient pas de paiements ordinaires d'administration; remettre toutes dettes; transiger et compromettre sur tous intérêts sociaux; proroger toutes juridictions; renoncer aux voies de recours ou à des prescriptions acquises.

V. L'associé unique décide de donner décharge aux membres du Conseil de Gérance de la Société, sauf si la liquidation fait apparaître des fautes dans l'exécution de tâches qui leur incombent.

#### *Frais*

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de sept cents euros (EUR 700,-).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du comparant représenté par son mandataire, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française.

A la requête de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont Procès-verbal, fait et passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire du comparant, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec nous notaire, le présent acte.

Signé: TOSSUT, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 11 décembre 2015. Relation: 1LAC/2015/39383. Reçu douze euros 12,00 €.

*Le Receveur (signé): MOLLING.*

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives

Luxembourg, le 10 février 2015.

Référence de publication: 2016066831/110.

(160029485) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 février 2016.

---

#### **QFIB Healthcare 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

**Capital social: USD 18.000,00.**

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 154.035.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour QFIB Healthcare 2 S.à r.l.*

*Un mandataire*

Référence de publication: 2016078876/11.

(160043902) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

---

#### **Danske Bank International S.A., Société Anonyme.**

Siège social: L-2540 Luxembourg, 13, rue Edward Steichen.

R.C.S. Luxembourg B 14.101.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016079279/9.

(160045192) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

---

**CCHL Connect Managed Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 167.679.

Le bilan au 31.12.2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 mars 2016.

*Pour la société*

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2016079241/16.

(160045175) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**CCHL Connect Managed Services S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-9227 Diekirch, 50, Esplanade.

R.C.S. Luxembourg B 167.679.

Le bilan au 31.12.2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Diekirch, le 14 mars 2016.

*Pour la société*

COFICOM Trust S.à r.l.

B.P. 126

50, Esplanade

L-9227 DIEKIRCH

Signature

Référence de publication: 2016079242/16.

(160045660) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 15 mars 2016.

**Equal Overseas Investments S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**

Siège social: L-1511 Luxembourg, 121, avenue de la Faïencerie.

R.C.S. Luxembourg B 114.888.

Les comptes annuels au 30 juin 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016078551/10.

(160044616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.

**Ever Capital S.à r.l., Société à responsabilité limitée.****Capital social: EUR 62.500,00.**

Siège social: L-2633 Senningerberg, 6A, route de Trèves.

R.C.S. Luxembourg B 136.262.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.  
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Value Partners S.A.

Référence de publication: 2016078564/10.

(160044656) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 14 mars 2016.